



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE TOGOLAISE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

TOGO 2011



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le TOGO / Secrétariat du Comité

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
DU TOGO AU TITRE DE L'ANNEE 2011**

DECEMBRE 2013

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
I.1- Balance commerciale des biens.....	14
I.1.1- Exportations de biens.....	14
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	14
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	15
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	28
I.1.2- Importations de biens.....	30
I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens.....	30
I.1.2.2- Composition des importations de biens.....	30
I.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	36
I.2- Balance de services.....	39
I.2.1- Exportations de services.....	41
I.2.2- Importations de services.....	42
I.3- Compte des revenus primaires.....	43
I.4- Compte des revenus secondaires.....	44
II- COMPTE DE CAPITAL.....	46
II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	46
II.2- Transferts de capital.....	46
III- COMPTE FINANCIER.....	48
III.1- Investissements directs étrangers.....	48
III.2- Investissements de portefeuille.....	48
III.3- Dérivés financiers.....	49
III.4- Autres investissements.....	49
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES.....	50
IV.1- Avoirs et engagements de la Banque centrale.....	50
IV.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	51
IV.3- Avoirs et engagements de la Banque centrale et des autres institutions de dépôts.....	52
IV.4- Avoirs de réserve.....	53

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	54
V.1- Evolution de la position extérieure globale.....	54
V.2- Structure géographique de la position extérieure globale.....	55
CONCLUSION.....	57
APPENDICE.....	58
ANNEXES.....	59
LISTE DES ANNEXES.....	60

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud Est
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BPC	Balance des Paiements Courants
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CAF (ou CIF)	Coût Assurance Fret (ou Cost Insurance Freight)
CEB	Communauté Electrique du Bénin
CEET	Compagnie Energie Electrique du Togo
DE	Direction de l'Economie
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DTS	Droit de Tirage Spécial
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FAB (ou FOB)	Franco à Bord (Free On Bord)
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
MBP5	Manuel de la Balance des Paiements 5 ^{ème} édition
MBP6	Manuel de la Balance des Paiements 6 ^{ème} édition
PAL	Port Autonome de Lomé
PIB	Produit Intérieur Brut
PIBC	Produit Intérieur Brut Courant
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
USD	Dollar américain
WACEM	West African Cement

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Redynamisation du secteur du coton	20
Encadré 2 : Echanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Balance des transactions courantes	13
Tableau 2 : Evolution du solde de la balance des biens	14
Tableau 3 : Evolution des exportations de biens	15
Tableau 4 : Evolution des exportations de marchandises générales	15
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises en commerce général	16
Tableau 6 : Evolution des exportations de produits agricoles	16
Tableau 7 : Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté	18
Tableau 8 : Evolution des quantités et valeurs de café exporté	19
Tableau 9 : Evolution des quantités et valeurs de coton exporté	20
Tableau 10 : Evolution des exportations des autres matières premières agricoles	21
Tableau 11 : Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale	22
Tableau 12 : Evolution des exportations de produits miniers	22
Tableau 13 : Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté	23
Tableau 14 : Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté	23
Tableau 15 : Evolution des quantités et valeurs de fer exporté	24
Tableau 16 : Evolution des réexportations de produits pétroliers	24
Tableau 17 : Evolution des exportations de produits industriels	25
Tableau 18 : Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté	25
Tableau 19 : Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté	28
Tableau 20 : Répartition des exportations par zone géographique	28
Tableau 21 : Répartition des exportations en Afrique	29
Tableau 22 : Évolution des importations de biens	30
Tableau 23 : Evolution des marchandises générales importées	30
Tableau 24 : Evolution des importations en commerce spécial	31
Tableau 25 : Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits	32
Tableau 26 : Evolution des importations des biens de consommation	32

Tableau 27 : Evolution des importations du groupe "Alimentation–Boissons-Tabacs"	33
Tableau 28 : Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation"	34
Tableau 29 : Evolution des importations d'énergie et lubrifiants	34
Tableau 30 : Evolution des importations des matières premières	35
Tableau 31 : Evolution des importations des biens d'équipement	36
Tableau 32 : Répartition des importations par zone géographique	37
Tableau 33 : Répartition des importations en Afrique	38
Tableau 34 : Evolution de la balance des services	40
Tableau 35 : Evolution des transports	40
Tableau 36 : Evolution des voyages	40
Tableau 37 : Evolution des autres services	41
Tableau 38 : Evolution des exportations de services	42
Tableau 39 : Evolution des importations de services	43
Tableau 40 : Evolution du revenu primaire	43
Tableau 41 : Evolution des revenus des investissements	44
Tableau 42 : Evolution du revenu secondaire	45
Tableau 43 : Evolution du compte de capital	47
Tableau 44 : Evolution du solde du compte financier	48
Tableau 45 : Évolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale	51
Tableau 46 : Évolution des avoirs et engagements des Banques de dépôts	52
Tableau 47 : Évolution des avoirs et engagements de la banque centrale et des autres institutions de dépôts	53
Tableau 48 : Avoirs de réserve	53
Tableau 49 : Position extérieure globale	55
Tableau 50 : Position extérieure globale par zone géographique	56
Tableau 51 : Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements	58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du cours du baril de pétrole	9
Graphique 2 : Evolution des cours du café, cacao, et coton	11
Graphique 3 : Evolution de la balance des paiements courants et de ses composantes	13
Graphique 4 : Evolution des exportations de produits agricoles	17
Graphique 5 : Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur	17
Graphique 6 : Evolution des exportations de café en volume et valeur	18
Graphique 7 : Evolution des exportations de coton fibre en volume et valeur	19
Graphique 8 : Evolution des exportations de phosphate en volume et valeur	22
Graphique 9 : Evolution des exportations de clinker en volume et valeur	23
Graphique 10 : Evolution des exportations de ciment en volume et valeur	25
Graphique 11 : Evolution des exportations en commerce spécial (volume et valeur)	31
Graphique 12 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale	50
Graphique 13 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts	52

RESUME¹

En 2011, les activités économiques se sont déroulées dans un environnement caractérisé par l'aggravation de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Au plan interne, la situation économique a été marquée, entre autres, par une campagne agricole satisfaisante et la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures routières.

Dans ce contexte, la balance des paiements a enregistré en 2011, un excédent de 33,4 milliards contre 36,5 milliards en 2010. Cette évolution résulte d'une aggravation de 89,8 milliards du déficit courant, d'une baisse de 615,0 milliards de l'excédent du compte de capital et d'un accroissement de 702,5 milliards de l'endettement net. Le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 12,7% contre 9,5% en 2010 en liaison avec la détérioration de la balance commerciale.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes s'est accentué de 98.911 millions à 188.754 millions suite à un accroissement des importations (+35,0%) en particulier des produits pétroliers, des biens intermédiaires et des biens d'équipement, conjugué à un repli du solde des revenus secondaires (-10,7%), notamment la mobilisation des dons dans le cadre de la coopération internationale (-26,8%) et les envois de fonds des travailleurs migrants hors ceux destinés aux investissements immobiliers (-21,3%).

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 72.438 millions contre 687.480 millions en 2010, soit une baisse de 89,5% en liaison avec le niveau exceptionnel des transferts en capital reçus en 2010 suite aux remises de dette d'un montant de 642.456 millions accordés au Togo après l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). Hors cette remise exceptionnelle de 2010, les transferts de capital enregistrent une hausse de 60,9%.

Ainsi, les échanges avec l'extérieur se sont soldés en 2011 par un besoin de financement de 116.316 millions couvert par les opérations financières.

Le compte financier a enregistré un passif net de 145.057 millions contre un excédent de 557.460 millions en 2010, en raison principalement de l'accroissement des prêts contractés, entre autres, dans le cadre du financement des opérations commerciales avec les non-résidents et des engagements en attente de règlement.

S'agissant de la position extérieure globale nette, elle s'est améliorée de 112.952 millions avec un solde net de 767.114 millions contre 654.162 millions un an plus tôt en raison des prises de participation des résidents notamment dans le secteur bancaire et des souscriptions des banques résidentes aux obligations et bons de Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le franc CFA

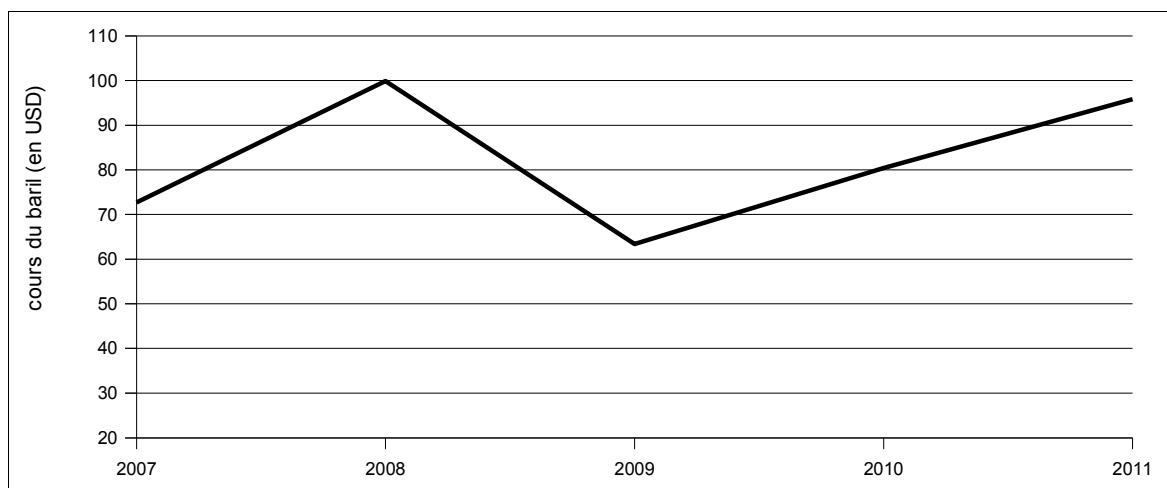
INTRODUCTION

L'environnement international a été caractérisé, en 2011, par l'aggravation de la crise de la dette souveraine au sein de la zone euro. Cette crise qui a entraîné la détérioration des conditions financières des pays industrialisés, s'est exacerbée durant le deuxième semestre de l'année, accentuant l'orientation défavorable de l'économie mondiale.

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI)², le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,9% en 2011 contre 5,3% en 2010. Ce ralentissement témoigne principalement de la faiblesse des investissements, en liaison notamment avec la dégradation du système financier mondial. Il reflète également une baisse de la consommation et des échanges mondiaux, dans un contexte d'atonie de la production industrielle.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de l'ampleur de la crise financière et économique internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une progression de 1,6% en 2011 contre 3,2% en 2010. L'inflation est restée relativement élevée en 2011 par rapport au niveau de l'année précédente. Mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle est ressortie à 2,7% dans les économies industrialisées en 2011 contre 1,6% en 2010. Cette évolution est liée à la hausse des cours des produits alimentaires et pétroliers durant la première moitié de l'année 2011, ainsi qu'à la progression des crédits, consécutive aux mesures exceptionnelles prises en soutien à l'économie.

Graphique 1- Evolution du cours du baril de pétrole



Source : BCEAO

Au niveau de la **zone euro**, l'activité économique a connu une nette décélération. La hausse du PIB s'est établie à 1,4% en 2011, après 1,9% l'année précédente. Cette situation est liée principalement à la variation des stocks, dans un contexte de relative faiblesse de la production industrielle. En outre, l'économie de la zone euro s'est fortement ressentie de la détérioration du climat des affaires, induisant une baisse des investissements.

² Perspectives de l'économie mondiale, FMI - avril 2012

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique a également décéléré, augmentant de 1,7% en 2011, contre 3,0% en 2010, soutenue essentiellement par l'orientation favorable de la consommation des ménages, consécutive à la mise en œuvre des mesures de soutien budgétaires et monétaires.

Au **Japon**, l'activité économique s'est contractée en 2011. Le taux de croissance du PIB est ressorti à -0,7% contre +4,4% en 2010. Cette évolution résulte du recul de la demande intérieure et de la morosité des exportations de produits industriels.

Les **pays émergents et en développement**, moins touchés par les effets de la crise de la dette souveraine, ont maintenu leur dynamisme en 2011. L'activité économique y a enregistré une hausse de 6,2%, après 7,5% en 2010. Cette évolution reflète la progression de la demande intérieure et des échanges régionaux. Ainsi, en Chine et en Inde, la croissance est demeurée forte, ressortant respectivement à 9,2% et 7,2%, en termes réels, contre 10,4% et 10,6% en 2010.

En Amérique latine et aux Caraïbes, le rythme d'expansion économique a été de 4,5% après 6,2% en 2010. La hausse du PIB s'explique principalement par celle des dépenses publiques qui ont contribué à doper la demande intérieure. Dans les pays émergents, la forte croissance s'est accompagnée de pressions sur les prix intérieurs. L'inflation s'est établie à 7,2% en 2011, après avoir atteint 6,1% l'année précédente.

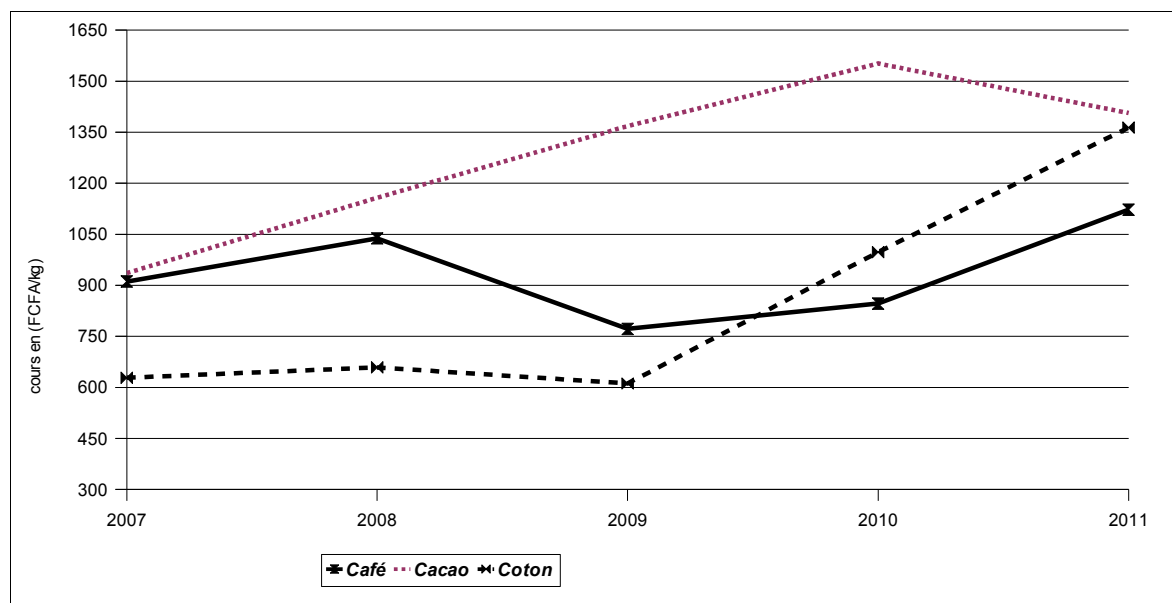
En Afrique au Sud du Sahara, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 5,1% en 2011, après 5,3% en 2010. Comme l'année précédente, cette hausse est principalement liée au dynamisme des exportations de matières premières, notamment les produits miniers. Elle témoigne également de l'essor des dépenses d'infrastructures, notamment dans les pays de la Zone Franc.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), l'activité économique s'est déroulée dans un environnement caractérisé par les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire. Le produit intérieur brut a enregistré, en termes réels, une progression de 0,6% contre 4,4% en 2010. La croissance s'est consolidée au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo, en liaison avec la poursuite du développement des infrastructures de base, notamment dans le domaine énergétique. En revanche, un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique a été perceptible dans tous les autres pays, du fait de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire et des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole 2011/2012.

Au titre des matières premières, les cours des principaux produits de base se sont globalement consolidés, à la faveur de la bonne tenue de la demande provenant des pays émergents d'Asie. Toutefois, la tendance haussière observée depuis le début de l'année s'est inversée à partir du mois d'août 2011, en rapport avec le ralentissement de la croissance en Europe et aux Etats-Unis.

Comparativement aux niveaux moyens enregistrés en 2010, les prix de la quasi-totalité des produits exportés par les Etats membres de l'UEMOA se sont orientés à la hausse durant l'année 2011 à la faveur de la demande des pays émergents : +39,2% pour le café robusta, +45,5% pour le coton fibre, +24,6% pour l'huile de palme, +39,4% pour l'huile de palmiste, +28,1% pour le caoutchouc, +58,3% pour la noix de cajou, +19,1% pour le pétrole et +28,1% pour l'or. En revanche, les cours moyens du cacao en fève se sont repliés de 4,9%, en relation avec la dissipation des craintes liées à l'approvisionnement régulier du marché et l'augmentation de la production ivoirienne durant la campagne agricole 2010/2011.

Graphique 2- Evolution des cours du café, cacao, et coton



Source : BCEAO

Au **plan national**, l'évolution de la situation économique a été marquée notamment par :

- la mise en œuvre satisfaisante du programme économique et financier 2008-2011 appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) ;
- le début d'exécution du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) ;
- une campagne agricole 2010/2011 satisfaisante ;
- la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes au niveau des grandes artères de Lomé, notamment le réaménagement de la Nationale N°1, l'aménagement et le bitumage de la voie de contournement de Lomé ainsi que la réhabilitation du rond-point du Port de Lomé.

Dans ce contexte, l'évolution des principaux indicateurs se présente comme suit :

- progression de 4,8% du PIB constant qui s'établit à 1.196,6 milliards contre 1.141,3 milliards en 2010. En terme nominal, le PIB passerait de 1.571,3 milliards en 2010 à 1.772,6 milliards en 2011, soit une hausse de 12,8% ;

- accroissement de 3,6% de la moyenne de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation en 2011 contre 1,5% en 2010 ;
- hausse de 6,6% des recettes de l'Etat qui s'élèvent à 316,5 milliards en 2011 (17,9% du PIB) contre 296,9 milliards en 2010 (18,9% du PIB) ;
- augmentation de 18,7% des dépenses et prêts nets de l'Etat qui s'établissent à 420,8 milliards en 2011 (23,7% du PIB) contre 354,5 milliards une année auparavant (22,6% du PIB) ;
- expansion de 15,9% de la masse monétaire qui se chiffre à 831,3 milliards en 2011 contre 717,0 milliards une année plus tôt, se traduisant par un accroissement de 10,5 milliards de la circulation fiduciaire et de 103,8 milliards des dépôts. Le crédit intérieur progresse de 107,4 milliards en s'établissant à 605,0 milliards en 2011 (34,1% du PIB) contre 497,5 milliards en 2010 (31,7% du PIB). Le crédit à l'économie augmente sensiblement de 41,1% en s'établissant à 506,0 milliards en 2011 (28,5% du PIB) contre 380,2 milliards en 2010 (22,8% du PIB) à la faveur des opérateurs économiques des secteurs du commerce de gros et de détail, des industries manufacturières et du transport.

Sous l'effet de ces évolutions, les échanges extérieurs se sont traduits par une légère détérioration de l'excédent du solde global de la balance des paiements, qui est ressorti à 33,4 milliards en 2011 contre 36,5 milliards en 2010. Cette évolution résulte d'une aggravation de 89,8 milliards du déficit courant, d'une baisse de 615,0 milliards de l'excédent du compte de capital et d'un accroissement de 702,5 milliards de l'endettement net.

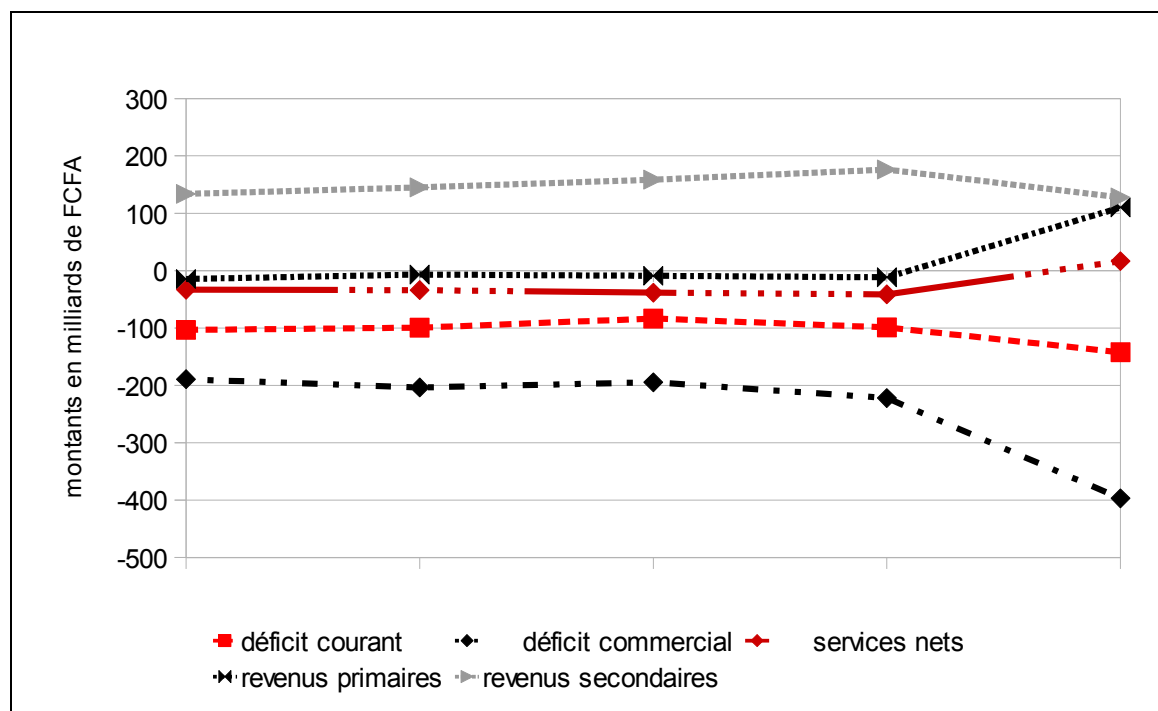
En 2011, le déficit hors dons publics rapporté au PIB se situe à 12,7% contre 9,5% en 2010 en liaison avec la détérioration de la balance commerciale.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

En 2011, les transactions courantes du Togo, couvrant les biens, les services et les revenus primaires et secondaires, se sont soldées par un déficit de 142.366 millions, en aggravation de 43.455 millions par rapport au déficit de 98.911 millions enregistré une année plus tôt.

Cette évolution résulte d'une dégradation des soldes des biens et des revenus secondaires atténuée par une amélioration des soldes des services et des revenus primaires.

Graphique 3- Evolution de la balance des paiements courants et de ses composantes



Source : BCEAO

Tableau 1- Balance des transactions courantes (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Biens et services	-222 630	-237 665	-232 933	-263 476	-380 225	44,3%
Biens	-189 350	-203 594	-194 607	-222 001	-396 841	78,8%
Services	-33 280	-34 071	-38 326	-41 475	16 617	-140,1%
Revenus primaires	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	110 202	-1 048,1%
Revenus secondaires	133 715	145 018	158 503	176 189	127 657	-27,5%
Balance courante	-103 407	-99 397	-83 421	-98 911	-142 366	43,9%
Balance courante hors dons publics	-119 937	-121 978	-121 756	-148 716	-183 454	23,4%
PIB Nominal	1 212 822	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	12,8%
Solde courant rapporté au PIB	-8,5%	-7,0%	-5,6%	-6,3%	-8,0%	-
Solde courant hors dons publics rapporté au PIB	-9,9%	-8,6%	-8,2%	-9,5%	-10,3%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et DE

Le déficit courant représente 8,0% du PIB en 2011 contre 6,3% en 2010. Hors dons publics, il se chiffre à 10,3% du PIB contre 9,5% en 2010 suite à un accroissement des importations (+35,1%) plus prononcé que la hausse des exportations (+15,1%) conjugué à un repli du solde excédentaire des revenus secondaires (-27,5%).

I.1- BALANCE COMMERCIALE DES BIENS

La balance commerciale du Togo est structurellement déficitaire. En 2011, le déficit s'est établi à 396.841 millions, en aggravation de 78,8% par rapport aux 222.001 millions de l'année 2010. Cette évolution résulte d'une hausse des importations (+35,1%) plus accentuée que celle des exportations (+15,1%).

Le taux de couverture, mesurant l'indépendance économique d'un pays à travers sa capacité à couvrir ses importations par ses exportations est passé de 68,5% en 2010 à 58,4% en 2011.

Le degré d'ouverture commerciale, mesurant le niveau d'échanges d'une économie avec le reste du monde, se situe à 42,6% en 2011 contre 37,8% en 2010. Le Togo a ainsi amélioré en 2011, son ouverture sur l'extérieur de 4,8 points de pourcentage. Toutefois, cette performance est impulsée essentiellement par la recrudescence des achats à l'extérieur.

Tableau 2- Evolution du solde de la balance des biens (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Exportations (X)	324 413	381 799	426 396	483 467	556 240	15,1%
Importations (M)	513 763	585 393	621 003	705 468	953 081	35,1%
Balance des biens	-189 350	-203 594	-194 607	-222 001	-396 841	78,8%
PIB Nominal	1 212 822	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	12,8%
Taux de couverture (X)/(M)	63,1%	65,2%	68,7%	68,5%	58,4%	-
Degré d'ouverture commerciale $\frac{[(X+M)/2]}{PIB}$ multiplié par 100)	34,6%	34,1%	35,1%	37,8%	42,6%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations du 23 avril 2013)

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens du Togo au titre de l'année 2011 s'élèvent à 556.240 millions, en hausse de 15,1% par rapport aux 483.467 millions enregistrés en 2010.

Ces exportations se composent de marchandises générales³ pour 540.388 millions, d'exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international pour 154 millions et de ventes d'or non monétaire pour 15.698 millions.

³ Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises générales est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Tableau 3- Evolution des exportations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Marchandises générales (1) = (a) + (b)	324 413	381 799	426 396	472 899	540 388	14,3%
Commerce général (a)	240 833	310 622	348 192	326 567	376 596	15,3%
Ajustements (b)	83 580	71 178	78 204	146 332	163 792	11,9%
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international (2)	0	0	0	0	154	-
Or non monétaire (3)	0	0	0	10 568	15 698	48,5%
TOTAL EXPORTATIONS DE BIENS (1)+(2)+(3)	324 413	381 799	426 396	483 467	556 240	15,1%
PIB Courant (PIBC)	1 212 822	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	12,8%
Exportations de biens / PIBC	26,7%	26,9%	28,5%	30,8%	31,4%	-

Sources : BCEAO, DGSCN et Comité PIB (estimations du 23 avril 2013)

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les marchandises générales exportées s'élèvent en 2011 à 540.388 millions, en progression de 14,3% par rapport aux 472.899 millions de 2010.

Ces niveaux d'exportation résultent des données du commerce général⁴ produites, sur la base des statistiques douanières, par la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), sur lesquelles des ajustements sont opérés pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

Les opérations en commerce général se sont élevées à 376.596 millions, en hausse de 15,3% par rapport aux 326.567 millions de 2010. Les ajustements se sont chiffrés à 163.792 millions en 2011, en augmentation de 11,9% par rapport aux 146.332 millions de 2010. Ils couvrent, entre autres, les écarts relevés entre les données douanières et celles des opérateurs économiques au titre des principaux produits d'exportation.

Tableau 4- Evolution des exportations de marchandises générales (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Commerce général	240 833	310 622	348 192	326 567	376 596	15,3%
Ajustements	83 580	71 178	78 204	146 332	163 792	11,9%
<i>Ajustements de valeur</i>	26 771	-2 440	27	17 104	436	-97,4%
<i>Ajustement chronologique</i>	-38 362	10 621	7 887	26 994	68 662	154,4%
<i>Ajustements de couverture (commerce non contrôlé, électricité, etc.)</i>	95 171	62 997	70 290	102 233	94 694	-7,4%
Marchandises générales	324 413	381 799	426 396	472 899	540 388	14,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution des exportations en 2011 est impulsée essentiellement par les produits agricoles, miniers et pétroliers.

⁴ Le commerce général, à l'opposé du commerce spécial qui ne prend en compte que les produits mis en consommation suite à une importation et les sorties du territoire douanier, englobe toutes les marchandises enregistrées en port franc (y compris les mouvements en entrées et sorties du territoire douanier).

**Tableau 5- Evolution des exportations de marchandises en commerce général
(en millions)**

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Produits agricoles	18 803	26 461	32 796	37 750	53 186	40,9%
Produits miniers	40 724	70 547	85 590	75 868	93 541	23,3%
Produits pétroliers	21 702	27 676	20 306	21 725	41 018	88,8%
Produits industriels	138 795	171 849	199 025	181 663	179 410	-1,2%
Autres produits	20 809	14 089	10 475	9 561	9 443	-1,2%
Commerce général	240 833	310 622	348 192	326 567	376 596	15,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1- Produits agricoles

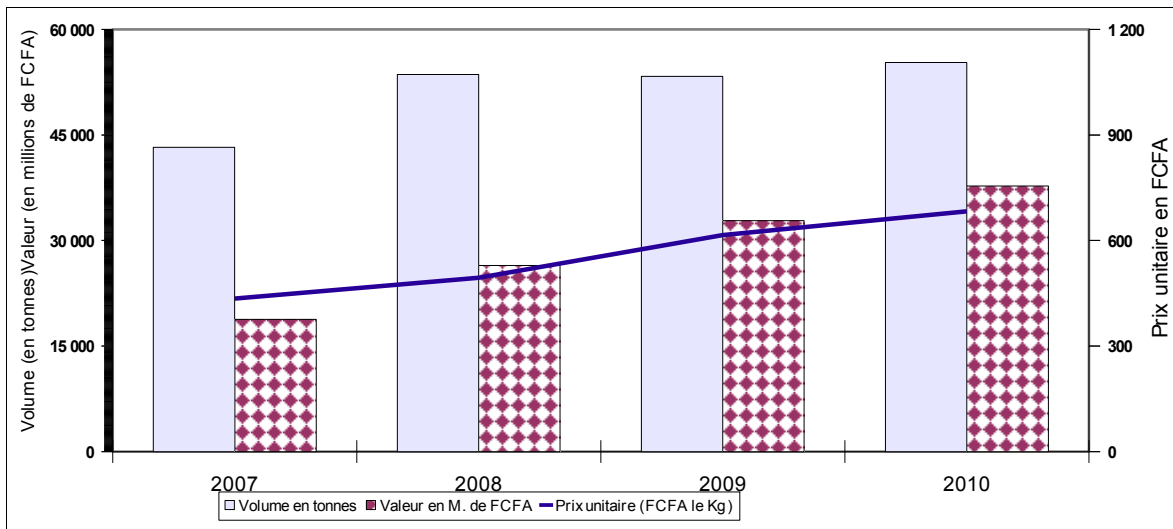
Les exportations de produits agricoles du Togo portent sur les produits de rente traditionnels (cacao, café et coton), les produits alimentaires d'origine végétale (céréales, farines, piments, épices, légumes et fruits), ainsi que d'autres produits (graines de coton, bois, autres oléagineux, etc.).

Tableau 6- Evolution des exportations de produits agricoles (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Cacao	2 544	7 536	16 022	17 889	16 068	-10,2%
Café	1 751	2 469	6 672	7 629	9 285	21,7%
Coton fibre	12 000	13 584	7 795	8 890	23 604	165,5%
Autres matières premières agricoles	770	530	505	767	864	12,8%
Produits alimentaires d'origine végétale	1 739	2 343	1 802	2 576	3 364	30,6%
Produits agricoles	18 803	26 461	32 796	37 750	53 186	40,9%

Sources : BCEAO et DGSCN

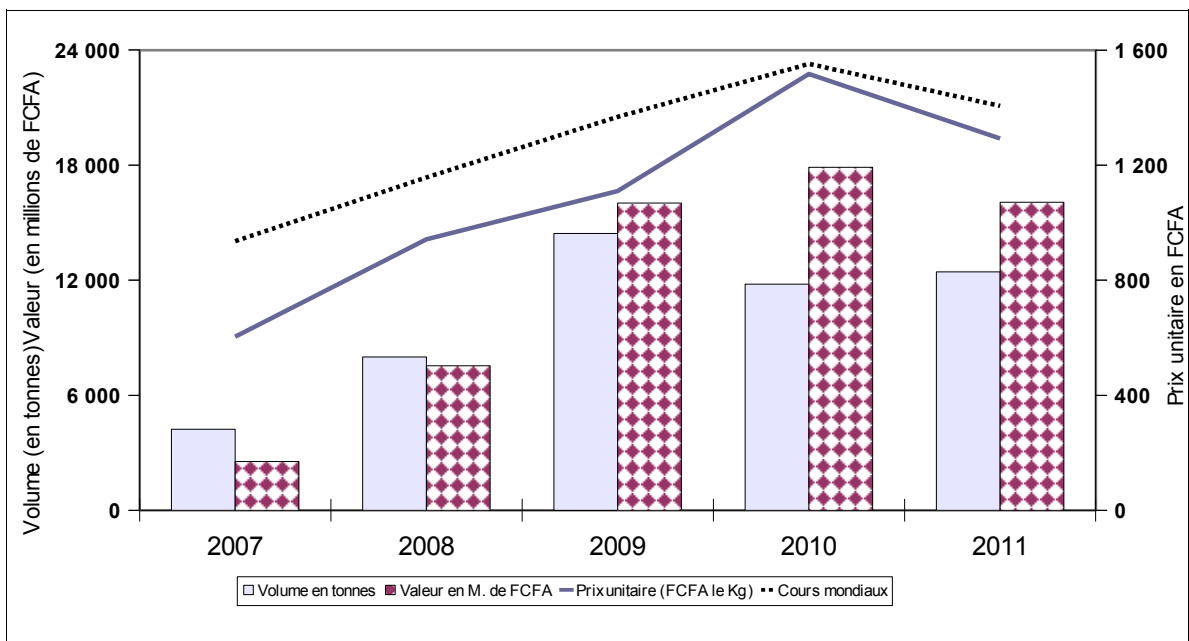
En 2011, ces exportations se sont chiffrées en valeur à 53.186 millions, en hausse de 40,9% par rapport aux 37.750 millions commercialisés en 2010. Cette progression est induite par tous les produits du groupe excepté le cacao. La forte hausse de l'exportation de coton fibre est en liaison avec l'augmentation de la production suite au regain d'engouement des cotonculteurs après les mesures prises par les Autorités pour redynamiser le secteur.

Graphique 4- Evolution des exportations de produits agricoles

Source : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.1- Cacao

En 2011, les exportations de cacao⁵ ont généré des recettes de 16.068 millions en baisse de 10,2% par rapport aux 17.889 millions enregistrés une année plus tôt.

Graphique 5- Evolution des exportations de cacao en volume et en valeur

Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est en rapport avec le repli de 14,8% du prix moyen du cacao qui passe de 1.517 FCFA le kilogramme en 2010 à 1.292 FCFA le kilogramme en 2011, confirmant la tendance baissière des cours du cacao sur le marché international.

⁵ Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de cacao issues des statistiques douanières sont évaluées à 3.355 millions pour 9.611 tonnes.

Néanmoins, le volume exporté a progressé de 5,5% en passant de 11.791 tonnes en 2010 à 12.436 tonnes une année plus tard en liaison avec l'augmentation de 2,8% de la production au cours de la campagne 2010/2011.

En 2011, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Allemagne, Belgique, Estonie, France, Italie et Pays-bas), les Etats-Unis, la Malaisie et le Sénégal.

Tableau 7- Evolution des quantités et valeurs de cacao exporté

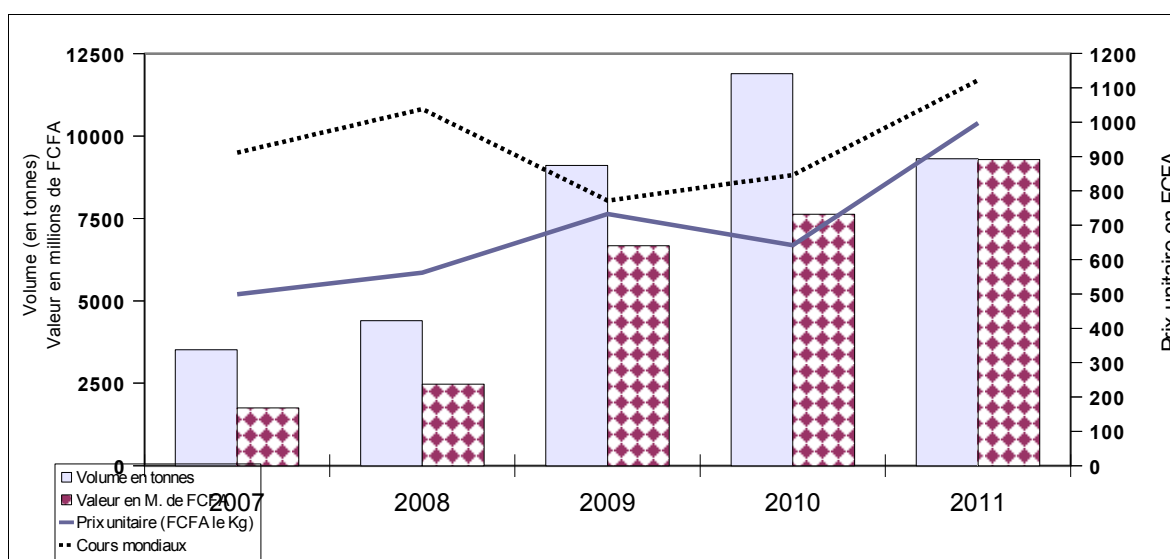
CACAO	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	4 222	7 999	14 429	11 791	12 436	5,5%
Valeur (millions de FCFA)	2 544	7 536	16 022	17 889	16 068	-10,2%
Prix moyen (FCFA/kg)	602	942	1 110	1 517	1 292	-14,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.2- Café

En 2011, les recettes d'exportation de café⁶ s'inscrivent en hausse de 21,7% en s'établissant à 9.285 millions contre 7.629 millions en 2010 en liaison avec l'augmentation de 55,5% du prix moyen de cession qui s'est s'établi à 998 FCFA le kilogramme en 2011 contre 642 FCFA en 2010 confirmant la tendance haussière des cours du café sur le marché international.

Graphique 6- Evolution des exportations de café en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Néanmoins, le volume exporté a régressé de 21,7% en passant de 11.886 tonnes en 2010 à 9.305 tonnes une année plus tard.

En 2011, les clients du Togo ont été les pays de l'Union Européenne (Belgique, France, Italie, Pays-bas), la Turquie, la Malaisie, l'Algérie, le Maroc, le Gabon, le Ghana et le Sénégal.

⁶ Il s'agit des statistiques communiquées par les exportateurs. Les exportations de café issues des statistiques douanières sont évaluées à 2.919 millions pour 5.871 tonnes.

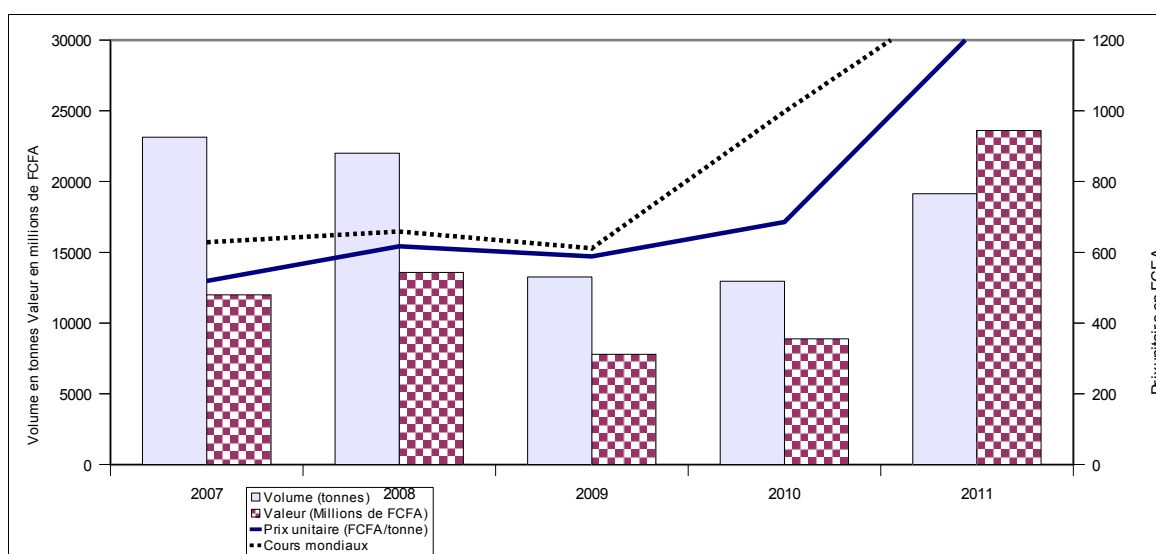
Tableau 8- Evolution des quantités et valeurs de café exporté

CAFE	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	3 512	4 396	9 102	11 886	9 305	-21,7%
Valeur (millions de FCFA)	1 751	2 469	6 672	7 629	9 285	21,7%
Prix moyen (FCFA/kg)	499	562	733	642	998	55,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.3- Coton-fibre

La valeur des exportations de coton⁷ a enregistré une hausse de 165,5% en se chiffrant à 23.604 millions en 2011 contre 8.890 millions en 2010.

Graphique 7- Evolution des exportations de coton fibre en volume et valeur

Sources : BCEAO et DGSCN

Cette évolution est en liaison avec l'effet conjugué de la progression de 79,8% du prix moyen de cession dans la tendance haussière des cours mondiaux et de l'augmentation de 47,6% du volume exporté suite au regain d'engouement des cotonculteurs en rapport avec les mesures prises par les Autorités pour redynamiser le secteur.

En 2011, le coton a été écoulé vers l'Asie (Bangladesh, Chine, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Taïwan, Vietnam), l'Union Européenne (Belgique, France, Grande Bretagne, Italie), la Colombie, le Maroc et la Tunisie.

⁷ Il s'agit des statistiques communiquées par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT). Les exportations de coton issues des statistiques douanières sont évaluées à 23.526 millions pour 19.036 tonnes.

Tableau 9- Evolution des quantités et valeurs de coton exporté

COTON FIBRE	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	23 129	22 008	13 254	12 962	19 136	47,6%
Valeur (millions de FCFA)	12 000	13 584	7 795	8 890	23 604	165,5%
Prix moyen (FCFA/kg)	519	617	588	686	1 233	79,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

Encadré 1 : Redynamisation du secteur du coton

Depuis 2001, la Société Togolaise de Coton (SOTOCO) était déficitaire et en 2004, elle a été dans l'impossibilité d'honorer ses dettes vis-à-vis des producteurs faute de trésorerie suffisante. Cette situation a conduit à un découragement des producteurs et par voie de conséquence à la chute de la production. Depuis la campagne 2005-2006, la production de coton a alors considérablement baissé pour s'établir à 66.384 tonnes contre 173.655 tonnes la campagne précédente. Au cours de la campagne suivante 2006-2007, la production n'a atteint que 40.000 tonnes. (Pour mémoire, le niveau le plus haut ayant été atteint est de 187.645 tonnes au cours de la campagne 1998-1999).

L'État a ainsi décidé d'y accorder une considération particulière en assurant la prise en charge de la dette à hauteur de 23 milliards de FCFA d'impayés.

Parallèlement, un plan de restructuration de la filière a été décidé au début de l'année 2008 et s'articule autour de trois (3) axes :

- le maintien d'une filière intégrée ;
- le renforcement de l'organisation des producteurs ;
- le lancement d'un appel d'offres pour le choix d'un partenaire stratégique.

Le 23 janvier 2009, le Gouvernement a décidé en Conseil des Ministres, la dissolution de la SOTOCO (créée par décret présidentiel le 27 mars 1974) et la création d'une nouvelle société dénommée Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT) avec la participation des producteurs à son capital. Cette société d'économie mixte est détenue à 60% par l'État (1 milliard) et à 40% par la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (800 millions). L'objectif de cette co-habitation est une gestion basée sur des règles de transparence.

À moyen terme, le Gouvernement s'était engagé à céder une partie de ses actions dans la nouvelle société à un opérateur stratégique privé de sorte que la participation de l'État devienne minoritaire.

Cette nouvelle approche a rassuré les cotonculteurs, au point de les voir désormais s'adonner ardemment à cette spéculation.

Au cours de la campagne 2011-2012, la production a atteint 79.500 tonnes contre 46.891 tonnes la campagne précédente. L'objectif est d'atteindre 200.000 tonnes à l'horizon 2017.

1.1.1.2.1.4- Autres matières premières agricoles

En dehors des produits de rente traditionnels, le Togo a exporté en 2011, diverses matières premières d'origine végétale notamment des graines de coton et du bois.

Les exportations de ces autres matières premières agricoles ont progressé de 12,8% en s'établissant à 864 millions en 2011 contre 767 millions en 2010.

Ces produits composés essentiellement de bois ont été écoulés vers l'Asie (Chine, Inde), l'Union Européenne (Allemagne, Espagne, France, Italie), le Niger et le Ghana.

Tableau 10- Evolution des exportations des autres matières premières agricoles (en millions)

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Graines de coton	0	0	1	0	18	-
Arachides en coques	52	6	2	1	0	-100,0%
Bois	717	524	502	765	847	10,6%
TOTAL	770	530	505	767	864	12,8%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.1.5- Autres produits d'origine végétale

Les autres produits d'origine végétale exportés par le Togo se composent essentiellement d'oléagineux, de céréales et farines, de piments et épices, de légumes et fruits ainsi que de fleurs et boutures.

En 2011, les exportations de ces produits sont en hausse de 30,6% en s'établissant à 3.364 millions contre 2.576 millions en 2010. Cette évolution est induite essentiellement par la progression des exportations des produits oléagineux ainsi que de légumes et fruits notamment à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Mali, Ghana, Liberia), l'Asie (Chine, Emirats Arabes Unis, Inde, Singapour, Vietnam), l'Union Européenne (France, Pays-Bas), la Suisse, le Canada, le Gabon, la Somalie et le Swaziland.

Tableau 11- Evolution des exportations des autres produits d'origine végétale (en millions)

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Oléagineux	704	1 534	1 230	1 005	1 717	70,8%
Céréales et farines	469	363	127	1 116	770	-31,0%
Piments et épices	106	294	162	107	240	125,0%
Légumes et fruits	189	134	279	346	609	76,3%
Fleurs et boutures	250	14	1	0	6	9 156,6%
Divers	21	4	3	3	22	674,8%
TOTAL	1 739	2 343	1 802	2 576	3 364	30,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.2- Produits miniers

Les exportations de produits miniers du Togo portent principalement sur le phosphate, le clinker et les minerais de fer. En 2011, elles ont globalement progressé de 23,3%, en s'établissant à 93.541 millions contre 75.868 millions en 2010.

Tableau 12- Evolution des exportations de produits miniers (en millions)

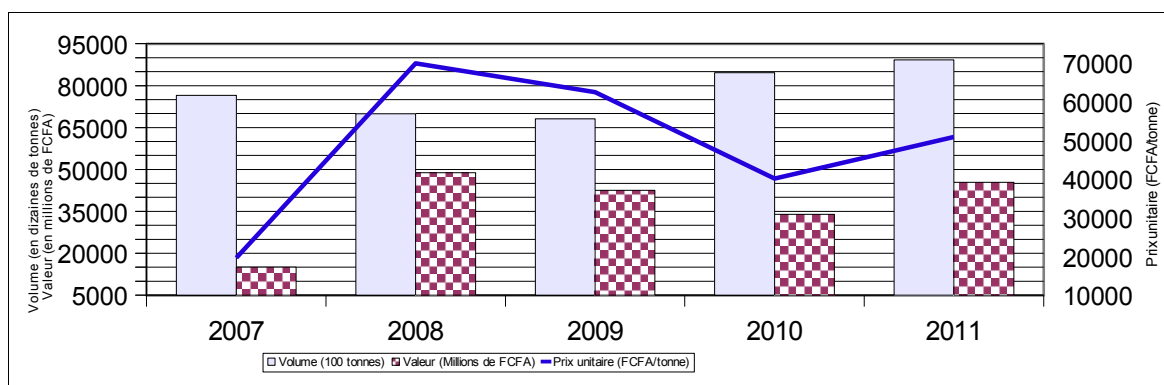
	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Phosphates	15 030	48 877	42 527	33 962	45 417	33,7%
Clinker	25 694	21 670	43 063	41 906	47 354	13,0%
Minerais de fer	0	0	0	0	770	-
TOTAL	40 724	70 547	85 590	75 868	93 541	23,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.2.1- Phosphates

En valeur, les exportations de phosphates ont progressé de 33,7% en 2011 en passant de 33.962 millions à 45.417 millions en liaison particulièrement avec la hausse de 26,8% du prix moyen de cession. Le volume exporté a également augmenté de 5,5% en rapport avec un accroissement de la production suite à l'amélioration des conditions techniques.

Graphique 8- Evolution des exportations de phosphate en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

En effet, la production de phosphates au titre de l'année 2011 a enregistré une hausse de 25,0% en s'établissant à 868,6 milliers de tonnes contre 695,2 milliers de tonnes en 2010 suite à la rénovation des équipements de production.

Tableau 13- Evolution des quantités et valeurs de phosphate exporté

PHOSPHATES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	765 000	699 000	681 128	846 114	892 330	5,5%
Valeur (millions de FCFA)	15 030	48 877	42 527	33 962	45 417	33,7%
Prix moyen (FCFA/tonne)	19 647	69 924	62 436	40 139	50 897	26,8%

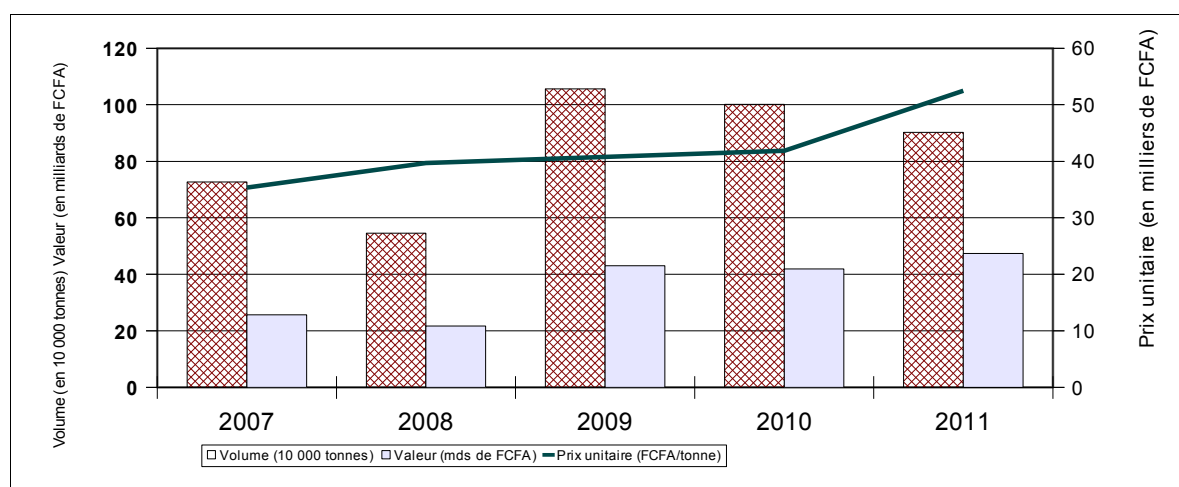
Sources : BCEAO et DGSCN

Au plan de la répartition du marché, l'Inde reste le principal client du Togo en 2011 suivie de la Pologne, du Brésil, du Pakistan et des Etats-Unis.

1.1.1.2.2- Clinker

En valeur, les exportations de clinker s'établissent à 47.354 millions en 2011, en progression de 13,0% par rapport aux 41.906 millions enregistrés en 2010. Cette évolution est principalement induite par la hausse de 25,3% du prix moyen de cession ressorti à 52.478 FCFA la tonne contre 41.875 FCFA une année plus tôt.

Graphique 9- Evolution des exportations de clinker en volume et valeur



Sources : BCEAO et DGSCN

Le volume exporté est plutôt en baisse de 9,8% du fait de la progression des ventes locales (+196,7%) au regard de la forte demande intérieure.

Tableau 14- Evolution des quantités et valeurs de clinker exporté

CLINKER	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	727 288	546 000	1 056 202	1 000 747	902 353	-9,8%
Valeur (millions de FCFA)	25 694	21 670	43 063	41 906	47 354	13,0%
Prix moyen (FCFA/tonne)	35 329	39 689	40 771	41 875	52 478	25,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2011, le Ghana, le Burkina et le Niger ont été les pays importateurs du clinker togolais.

I.1.1.2.2.3- Minerais de fer⁸

En valeur, les exportations de minerais de fer se sont chiffrées à 770 millions en 2011 pour un volume de 18.000 tonnes avec un prix moyen de 42.750 FCFA la tonne contre aucune exportation en 2010.

Tableau 15- Evolution des quantités et valeurs de minerais de fer exporté

FER	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	0	0	0	0	18 000	-
Valeur (millions de FCFA)	0	0	0	0	770	-
Prix moyen (FCFA/tonne)	-	-	-	-	42 750	-

Sources : BCEAO et DGSCN

L'Allemagne a été le seul pays importateur de minerais de fer togolais en 2011.

I.1.1.2.3- Produits pétroliers

Les réexportations de produits pétroliers se chiffrent à 41.018 millions en 2011 contre 21.725 millions en 2010, soit une augmentation de 88,8%. Cette évolution est impulsée par l'augmentation de 44,7% du volume conjuguée à la hausse de 30,5% du prix moyen.

Les réexportations des produits pétroliers ont été effectués à destination de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal), la CEMAC (Gabon, Guinée Equatoriale), la République Démocratique du Congo, l'Union Européenne (Belgique, France), la Norvège, la Suisse et le Singapour.

Tableau 16- Evolution des réexportations de produits pétroliers

Produits pétroliers	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	69 346	71 985	64 920	90 360	130 742	44,7%
Valeur (millions de FCFA)	21 702	27 676	20 306	21 725	41 018	88,8%
Prix moyen (FCFA/tonne)	312 947	384 469	312 790	240 428	313 729	30,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.2.4- Produits industriels

Les produits industriels exportés par le Togo se composent essentiellement de ciment, de produits sidérurgiques, de produits alimentaires, de textiles, de produits chimiques et de matériel de transport.

⁸ En 2008, un permis pour l'exploitation du gisement de fer, référencé 2008-021/PR du 12 février 2008, a été accordé à la société MM Mining créée en 2006 avec un capital de 1,5 milliard. Les premières ventes du minerai à l'extérieur ont été enregistrées au cordon douanier en 2011. Le Togo disposerait d'un gisement de fer situé dans le centre du pays dont les réserves ont été estimées à 500 millions de tonnes, avec une teneur moyenne de 45% de fer.

Tableau 17- Evolution des exportations de produits industriels (en millions)

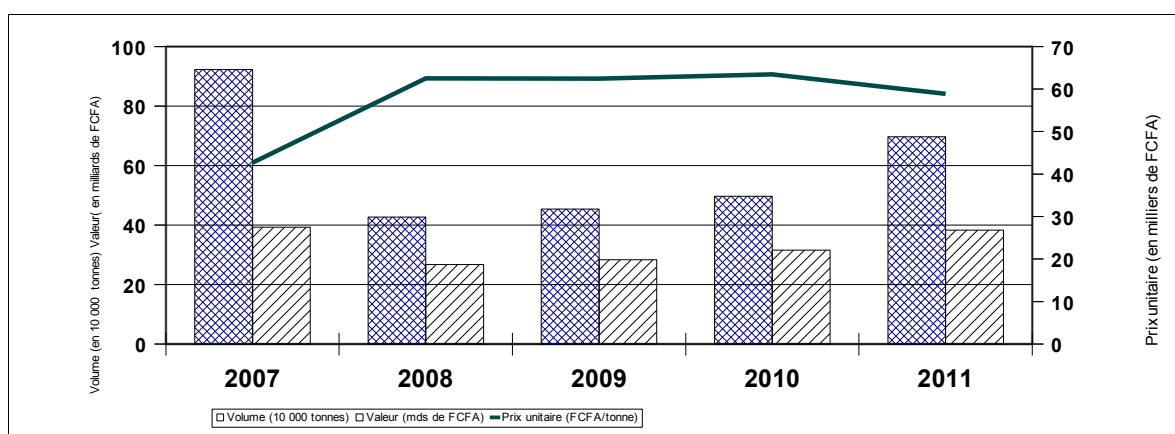
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Produits industriels	138 795	171 849	199 025	181 663	179 410	-1,2%
Ciment	39 305	26 680	28 332	31 542	38 246	21,3%
Produits sidérurgiques	20 971	28 336	33 522	16 761	20 926	24,8%
Produits alimentaires	19 415	32 172	28 482	28 751	28 480	-0,9%
Textiles et articles d'habillement	11 549	18 443	20 780	22 858	14 352	-37,2%
Produits chimiques	13 960	19 293	30 615	34 145	31 742	-7,0%
Machines et matériels de transport	4 932	19 592	20 953	34 995	30 333	-13,3%
Autres produits manufacturés	28 664	27 333	36 341	12 610	15 331	21,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2011, la valeur des exportations de produits industriels se chiffre à 179.410 millions, en baisse de 1,2% par rapport aux 181.663 millions de 2010, en raison principalement de la régression des exportations de textiles et articles d'habillement ainsi que des machines et matériels de transport.

1.1.1.2.4.1- Ciment

Les recettes d'exportation de ciment progressent de 21,3% en 2011 en s'établissant à 38.246 millions contre 31.542 millions une année plus tôt suite à la hausse de 40,3% des quantités exportées et à la baisse de 13,6% du prix moyen de cession.

Graphique 10- Evolution des exportations de ciment en volume et valeur

Sources : BCEAO et DGSCN

Les pays acheteurs du ciment togolais en 2011 sont les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali, Niger), le Ghana et le Nigeria.

Tableau 18- Evolution des quantités et valeurs de ciment exporté

CIMENT	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	921 545	427 000	453 737	497 247	697 474	40,3%
Valeur (millions de FCFA)	39 305	26 680	28 332	31 542	38 246	21,3%
Prix moyen (FCFA/tonne)	42 651	62 483	62 442	63 433	54 835	-13,6%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.1.2.4.2- Produits sidérurgiques

Les produits sidérurgiques rassemblent les métaux et ouvrages en métaux, principalement, les matériaux de construction comme les fers à béton, les tuyaux galvanisés en fer, en acier, en fonte ou en cuivre.

En 2011, les exportations de produits sidérurgiques ont augmenté de 24,8% en s'établissant à 20.926 millions contre 16.761 millions en 2010 en liaison avec la hausse des réexportations des déchets et débris en métaux, ainsi que de barres en fer et en acier.

Ces produits ont été écoulés vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger), le Cameroun, le Tchad et l'Inde.

1.1.1.2.4.3- Produits alimentaires

Les produits des industries alimentaires couvrent notamment les farines de froment, les huiles raffinées, les boissons, les sucres et sucreries ainsi que les préparations à base de viande.

Les exportations de produits des industries alimentaires ont enregistré un repli de 0,9% en s'établissant à 28.480 millions en 2011 contre 28.751 millions en 2010.

Ces produits ont été exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger), le Ghana, le Cameroun, la France et les Pays-Bas.

1.1.1.2.4.4- Textiles et articles d'habillement

En 2011, les exportations de ces produits se chiffrent à 14.352 millions en baisse de 37,2% par rapport aux 22.858 millions enregistrés une année plus tôt. Cette évolution est imputable essentiellement aux articles de la friperie (-25,9%) et aux vêtements en bonneterie (-81,5%).

Ces produits ont été essentiellement exportés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger), le Ghana, le Nigeria et le Gabon.

1.1.1.2.4.5- Produits chimiques

Les produits chimiques rassemblent notamment les engrais, les savons, les peintures et les produits de beauté.

Les exportations de ces produits ont régressé de 7,0% en passant de 34.145 millions en 2010 à 31.742 millions en 2011.

En 2011, les clients du Togo sont les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger), le Ghana et le Nigeria.

1.1.1.2.4.6- Machines et matériels de transport

Les machines et matériels de transport concernent notamment les véhicules et les pièces détachées qui font l'objet de réexportation.

Ces transactions ont enregistré en 2011, une baisse de 13,3% en se chiffrant à 30.333 millions contre 34.995 millions en 2010. Cette évolution est essentiellement induite par le repli des réexportations de matériels de transport et électriques vers les pays de l'hinterland.

Les acheteurs des machines et matériels de transport en provenance du Togo sont le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

1.1.1.2.4.7- Autres produits manufacturés

Les autres produits manufacturés exportés par le Togo concernent particulièrement les sacs, les sachets et autres articles plastiques.

Les exportations des produits de l'espèce ont progressé de 21,6% en s'établissant à 15.331 millions en 2011 contre 12.610 millions en 2010. Cette évolution est induite notamment par la hausse de 104,5% des exportations de sacs, sachets, pochettes, en polyéthylène ainsi que de boîtes, caisses, casiers et similaires en matières plastiques.

Ces produits ont été écoulés vers les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal), le Ghana et le Nigeria.

1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international⁹

Les échanges effectués dans le cadre du négoce international en 2011 ont porté essentiellement sur les produits pharmaceutiques et certains accessoires de santé.

En 2011, les transactions nettes de biens en négoce international se sont chiffrées à 154 millions.

Les échanges ont été réalisés essentiellement avec les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Mali, Niger), le Ghana et le Nigeria.

1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Les exportations d'or non monétaire concerne l'or non détenu comme avoir de réserve et traité comme toute autre marchandise.

Les transactions sur ce produit enregistrées au cordon douanier ont progressé de 48,5% en passant de 10.568 millions en 2010 à 15.698 millions une année plus tard. Le volume exporté a également augmenté de 47,1% avec 16 tonnes exportées contre 11 tonnes en 2010.

Ces transactions sont essentiellement des réexportations, le Togo n'étant pas producteur d'or.

Ce produit a été essentiellement écoulé vers la Suisse, le Liban et la France.

Tableau 19- Evolution des quantités et valeurs d'or non monétaire exporté

⁹ Le négoce international de biens s'applique lorsque la possession physique d'un bien n'est pas nécessaire pour que la transaction ait lieu.

OR NON MONETAIRE	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (tonnes)	-	-	-	11	16	47,1%
Valeur (millions de FCFA)	-	-	-	10 568	15 698	48,5%
Prix moyen (millions de FCFA/tonne)	-	-	-	999	1 008	1,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Sur la base des données enregistrées au cordon douanier, la répartition géographique en 2011, indique l'Afrique (77,6%) comme étant la principale destination des exportations du Togo, suivie de l'Asie (10,9%) et de l'Europe (10,6%). Les exportations vers l'Amérique ne représentent que 0,9%.

Tableau 20- Répartition des exportations par zone géographique (en millions)

	2008	Part / total	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	Var 11/10
EUROPE	28 184	9,1%	21 111	6,1%	108 522	33,2%	39 828	10,6%	-63,3%
AFRIQUE	243 227	78,3%	265 120	76,1%	127 569	39,1%	292 251	77,6%	129,1%
AMERIQUE	6 842	2,2%	636	0,2%	12 459	3,8%	3 484	0,9%	-72,0%
ASIE	32 368	10,4%	61 325	17,6%	78 017	23,9%	41 034	10,9%	-47,4%
TOTAL	310 622	100,0%	348 192	100,0%	326 567	100,0%	376 596	100,0%	15,3%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2011, les exportations à destination de l'Afrique ont progressé de 129,1% en passant de 127.569 millions en 2010 à 292.251 millions une année plus tard du fait des exportations de ciments hydrauliques pour 57.102 millions (contre 22.849 millions en 2010), de produits de beauté pour 16.305 millions (contre 1.407 millions en 2010) et de bitumes pour 6.587 millions (contre 860 millions en 2010). Les ventes de ciments hydrauliques ont été orientées vers les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Niger, Nigeria). Celles de produits de beauté ont été réalisées avec les pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Ghana, Mali, Nigeria), l'Angola, le Congo (Brazzaville), le Gabon, l'Ouganda et la République Démocratique du Congo. Les exportations de bitumes ont été effectuées en direction des pays de la CEDEAO (Bénin, Burkina, Niger, Nigeria, Sénégal) et du Gabon.

En Afrique, les principaux pays partenaires en 2011 sont ceux de la CEDEAO avec 87,6% des exportations. Ce sont particulièrement :

- le Ghana (16,7%) avec les motocycles et les produits chimiques tels que les perruques et les mèches ;
- le Bénin (16,4%), le Burkina (15,9%) et le Niger (12,1%) avec le ciment, les articles d'emballage en plastique, les produits laminés plats en fer et en acier, de l'eau minérale et gazéifiée et des tresses ;
- le Nigeria (12,2%) avec les produits de beauté et des tresses ainsi que du bitume.

Tableau 21- Proportion des exportations en Afrique

	2008	2009	2010	2011
UEMOA	54,3%	54,5%	62,0%	58,1%
Bénin	14,3%	17,6%	14,7%	16,4%
Burkina	16,8%	16,8%	13,3%	15,9%
Côte d'Ivoire	3,9%	4,3%	10,2%	8,3%
Guinée-Bissau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Mali	5,1%	4,6%	3,7%	4,1%
Niger	11,2%	9,8%	18,1%	12,1%
Sénégal	3,0%	1,4%	2,0%	1,2%
CEDEAO (hors UEMOA)	28,4%	34,5%	20,3%	29,5%
Ghana	7,7%	20,8%	17,6%	16,7%
Guinée	0,7%	0,5%	0,0%	0,3%
Nigeria	19,9%	12,8%	2,6%	12,2%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,2%	0,3%	0,0%	0,3%
CEMAC	8,5%	9,6%	4,3%	10,7%
Cameroun	0,3%	0,4%	2,2%	0,9%
Congo (Brazzaville)	1,6%	0,6%	0,3%	0,5%
Gabon	4,9%	6,7%	1,2%	7,6%
Guinée Equatoriale	1,0%	0,3%	0,1%	0,9%
République Centrafricaine	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Tchad	0,6%	1,5%	0,5%	0,8%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	8,8%	1,4%	13,4%	1,7%
Afrique du Sud	7,2%	0,1%	8,3%	0,0%
Angola	0,2%	0,2%	0,1%	0,4%
Maroc	0,6%	0,3%	1,5%	0,5%
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	0,5%	0,7%	0,3%	0,4%
Tunisie	0,0%	0,0%	3,1%	0,2%
Autres	0,2%	0,2%	0,0%	0,3%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

En ce qui concerne l'Asie, deuxième destination continentale des produits du Togo, les exportations ont régressé de 47,4% en passant de 78.017 millions en 2010 à 41.034 millions en 2011. Ce repli a essentiellement porté sur les ventes de motocycles pour 103 millions contre 10.830 millions un an plus tôt. Toutefois, les exportations de phosphates à destination de l'Inde et du Pakistan ont fortement progressé à 14.101 millions en 2011 contre 747 millions en 2010. Celles du coton ont également augmenté de 114,7% avec 18.070 millions contre 8.416 millions en 2010, à destination du Bangladesh, de la Chine, de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Thaïlande, de Taïwan et du Vietnam.

Les exportations vers l'Europe et l'Amérique ont baissé respectivement de 63,3% et 72,0% en raison du repli (-92,7%) des ventes de textiles qui sont passées de 11.481 millions en 2010 à 835 millions en 2011 d'une part, et de l'absence de réexportation de bitume en 2011 contre 9.880 millions en 2010 d'autre part. Cependant, les ventes d'or, à destination de la France et de la Suisse, ont progressé de 1.509,7% avec 12.792 millions contre 782 millions en 2010.

I.1.2- Importations de biens

I.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

En 2011, les importations de biens enregistrées en balance des paiements se sont chiffrées à 953.081 millions, en progression de 35,1% par rapport aux 705.468 millions affichés en 2010.

Les importations de biens représentent 53,8% du PIB courant contre 44,9% un an plus tôt.

Tableau 22- Evolution des importations de biens (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Marchandises générales	513 763	585 393	621 003	696 749	939 734	34,9%
Or non monétaire	0	0	1	8 719	13 347	53,1%
IMPORTATIONS DE BIENS	513 763	585 393	621 004	705 468	953 081	35,1%
PIB Courant (PIBC)	1 212 822	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	12,8%
Importations de biens / PIBC	42,4%	41,3%	41,6%	44,9%	53,8%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2- Composition des importations de biens

Les marchandises générales sont constituées des marchandises recensées en commerce spécial, auxquelles s'ajoutent celles faisant l'objet de mouvements d'entrepôts et les ajustements de champ pour se conformer aux concepts de balance des paiements. La valeur FOB des marchandises est obtenue après déduction des frets et assurances reclassés dans les services.

Tableau 23- Evolution des marchandises générales importées (en millions)

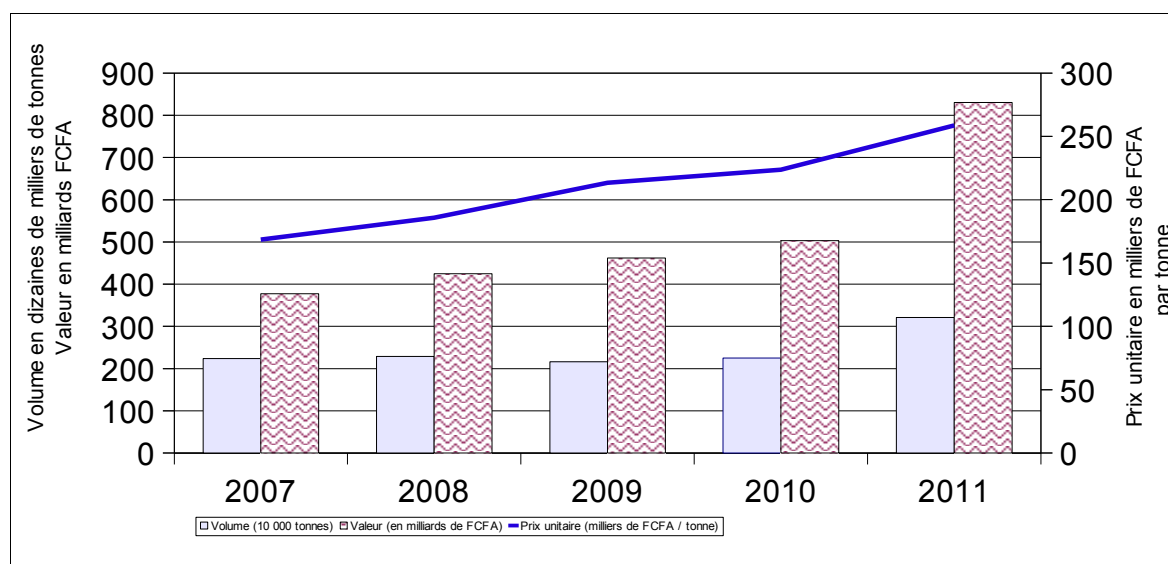
RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
1- Importations commerce général (CAF) (1.a + 1.b + 1.c)	510 883	581 969	585 164	668 164	863 613	29,3%
1.a- Importations commerce spécial (CAF)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%
1.b- Mouvements d'entrepôt	140 653	166 974	145 768	177 845	44 364	-75,1%
1.c- Ajustement de couverture de champ	-6 794	-9 657	-22 382	-12 870	-11 197	-13,0%
2- Ajustement (commerce non contrôlé + CEB)	84 621	96 540	129 465	135 491	214 300	58,2%
2.a- Commerce non contrôlé	51 508	49 086	63 972	68 896	142 248	106,5%
1.b- CEB	33 113	47 454	65 493	66 595	72 052	8,2%
3- Importations ajustées (CAF) (1+2)	595 504	678 508	714 629	803 655	1 077 912	34,1%
4- Reclassification du fret et assurance (1*16%)	-81 741	-93 115	-93 626	-106 906	-138 178	29,3%
Marchandises générales importées (FOB) (3+4)	513 763	585 393	621 003	696 749	939 734	34,9%
PIB Courant (PIBC)	1 212 822	1 418 525	1 493 551	1 571 336	1 772 584	12,8%
Importations ajustées CAF /PIBC (%)	49,1%	47,8%	47,8%	51,1%	60,8%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1- Importations de biens en commerce spécial

En 2011, les achats de biens extérieurs classés en commerce spécial se sont élevés à 830.445 millions contre 503.189 millions en 2010, en hausse de 65,0%.

Graphique 11- Evolution des importations en commerce spécial (volume et valeur)



Sources : BCEAO et DGSCN

Cette progression de la valeur des importations est liée à la hausse de 42,8% du volume des produits importés conjuguée à une augmentation de 15,5% du prix moyen de la tonne de ces produits qui passe de 223.816 FCFA en 2010 à 258.588 FCFA en 2011.

Tableau 24- Evolution des importations de biens en commerce spécial (en millions)

	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Volume (milliers de tonnes)	2 238	2 287	2 165	2 248	3 211	42,8%
Valeur (millions de FCFA)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%
Prix moyen (FCFA/tonne)	168 444	185 681	213 292	223 816	258 588	15,5%

Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse de la valeur des importations en 2011 est imprimée par l'ensemble des groupes de biens, particulièrement ceux des matières premières et produits semi-finis et des biens d'équipement ainsi que des énergies et lubrifiants dont les factures CAF ont respectivement progressé de 149,0%, 87,1% et 74,7%. Au niveau des biens de consommation, la hausse des importations est contenue à 9,2%.

Tableau 25- Evolution des importations en commerce spécial par grands groupes de produits (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Biens de consommation	126 569	140 102	173 173	201 235	219 665	9,2%
Energies et lubrifiants	101 499	109 990	69 149	79 236	138 389	74,7%
Matières premières et produits semi-finis	81 784	86 979	90 358	89 992	224 037	149,0%
Biens d'équipement	67 172	87 580	129 096	132 726	248 354	87,1%
Importations en commerce spécial (CAF)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.2.1.1- Biens de consommation

Les biens de consommation importés augmentent en valeur de 9,2% en s'établissant à 219.665 millions en 2011 contre 201.235 millions une année plus tôt. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des importations du sous-groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » qui ont progressé de 39,3%, tandis que le sous-groupe « Autres produits finis pour la consommation » a replié de 7,2%.

La part des biens de consommation dans les importations totales baisse de 13,5 points de pourcentage, soit de 40,0% en 2010 à 26,5% en 2011.

Tableau 26- Evolution des importations des biens de consommation (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Alimentation – Boissons -Tabacs	51 613	51 441	58 390	70 785	98 637	39,3%
Autres produits finis pour la consommation	74 956	88 661	114 783	130 449	121 028	-7,2%
Total des biens de consommation (1)	126 569	140 102	173 173	201 235	219 665	9,2%
Total importations en commerce spécial (2)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%
Part des biens de consommation dans les importations	33,6%	33,0%	37,5%	40,0%	26,5%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2.1.1.1- Alimentation-boissons-tabacs

Avec 98.637 millions contre 70.785 millions en 2010, la valeur des importations des produits du sous-groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » a enregistré une hausse de 39,3% impulsée principalement par les importations de produits alimentaires et de boissons qui ont progressé respectivement de 44,7% et 39,4%. Cette évolution traduit le renchérissement général des produits alimentaires sur les marchés mondiaux combiné à une forte demande intérieure. En effet, le coût unitaire du kilogramme de ces produits est passé de 207,4 FCFA/kg à 221,3 FCFA/kg, soit une progression de 6,7% d'une année à l'autre. De plus, le tonnage importé a enregistré une hausse de 30,6% en passant de 341.321 tonnes en 2010 à 445.666 tonnes en 2011. L'accroissement de la demande intérieure en produits alimentaires est localisé au niveau des huiles (+132,2%), des laits et crèmes de lait concentrés (+86,2%), des poissons congelés (+27,0%) et du riz (+42,3%). L'évolution de 52,6% des autres produits alimentaires est essentiellement imputable aux conserves de tomates et autres légumes (+74,4%) aux pâtes alimentaires (38,0%) et aux préparations alimentaires (+35,5%) tels que les soupes, les bouillons, les glaces, etc.

Les importations de tabacs sont, quant à elles, en baisse de 8,0% en liaison avec les mesures prises par les Autorités pour lutter contre la consommation de tabac, notamment à travers la loi anti-tabac N°2010-017 du 31 décembre 2010 relative à la production, à la commercialisation, à la consommation des cigarettes et autres produits du tabac.

Tableau 27- Evolution des importations du groupe « Alimentation-Boissons-Tabacs » (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Produits alimentaires	40 192	39 576	48 259	60 396	87 415	44,7%
Riz	4 127	4 107	5 684	5 310	7 559	42,3%
Poissons	2 913	2 901	3 791	11 229	14 262	27,0%
Viandes	1 230	4 471	4 077	4 929	5 526	12,1%
Lait	2 570	2 540	3 659	4 670	8 695	86,2%
Sucre	3 448	3 263	5 788	8 222	8 679	5,6%
Huiles	ND	ND	ND	3 731	8 662	132,2%
Autres produits alimentaires	25 904	22 294	25 260	22 304	34 032	52,6%
Boissons	2 665	3 047	3 640	3 512	4 895	39,4%
Tabacs	8 756	8 817	6 491	6 878	6 326	-8,0%
TOTAL	51 613	51 441	58 390	70 785	98 637	39,30%

Sources : BCEAO et DGSCN

ND : non disponible.

1.1.2.2.1.1.2- Autres produits finis pour la consommation

La valeur des importations des autres produits finis pour la consommation s'établit en 2011 à 121.028 millions, en diminution de 7,2% par rapport aux 130.449 millions de 2010. Cette baisse est imputable au repli des importations des autres produits manufacturés (-22,6%) et des produits pharmaceutiques (-2,5%). L'importation des produits chimiques s'est accrue de 80,6% en rapport essentiellement avec la demande en alcools acycliques et ses dérivés halogènes, sulfones, nitres ou nitroses (46,0%).

Tableau 28- Evolution des importations du groupe "Autres produits finis pour la consommation" (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Produits pharmaceutiques	23 111	19 029	28 922	37 310	36 385	-2,5%
Produits chimiques	4 267	7 875	10 784	12 196	22 020	80,6%
Autres produits manufacturés	47 578	61 757	75 078	80 943	62 622	-22,6%
TOTAL	74 956	88 661	114 783	130 449	121 028	-7,2%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.2.1.2- Energie et lubrifiants

La valeur des produits du groupe « énergie et lubrifiants » s'élève à 138.389 millions en 2011, en hausse de 74,7% par rapport aux 79.236 millions de 2010 en liaison avec une augmentation de 59,1% du volume importé conjuguée à la progression de 9,7% du prix moyen.

Tableau 29- Evolution des importations d'énergie et lubrifiants (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Pétrole brut	95	76	0	0	0	-
Pétrole lampant	12 243	17 413	9 342	7 178	8 525	18,8%
Essence	35 457	42 620	25 442	25 272	25 023	-1,0%
Gas-oil et fuel-oil	47 316	44 048	27 248	38 001	54 787	44,2%
Huiles de graissage	3 340	2 906	4 705	4 774	7 918	65,9%
Butane et autres gaz	1 192	1 354	1 106	2 479	3 899	57,3%
Bitumes et produits bitumeux	90	58	268	1 068	38 171	3 475,0%
Autres	1 766	1 515	1 039	465	67	-85,7%
Total valeurs (1)	101 499	109 990	69 149	79 236	138 389	74,7%
Volume (tonne)	354 089	498 136	233 926	327 996	521 978	59,1%
Prix moyen (FCFA/tonne)	286 647	220 804	295 604	241 576	265 125	9,7%
Total importations en commerce spécial (2)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%
Part dans les importations (1) / (2)	26,9%	25,9%	15,0%	15,7%	16,7%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

La hausse des importations de produits pétroliers est essentiellement impulsée par les achats de bitumes et de produits bitumeux (+3.475,0%) occasionnés par les réexportations et les travaux de réhabilitation des infrastructures routières.

Par ailleurs, le dynamisme qu'occasionne ces chantiers d'aménagement de la voirie implique une forte demande en carburant et autres produits énergétiques de la part des entreprises des bâtiments et travaux publics. En effet, le tonnage importé est passé de 327.996 tonnes en 2010 à 521.978 tonnes une année plus tard.

La part des produits pétroliers dans les importations totales progresse de 1,0 point de pourcentage en passant de 15,7% en 2010 à 16,7% en 2011.

1.1.2.2.1.3- Matières premières et produits semi-finis

Les matières premières et produits semi-finis importés se chiffrent à 224.037 millions en 2011 contre 89.992 millions en 2010, soit une hausse de 149,0%. Cette évolution est induite par la progression des importations de produits semi-finis (321,8%) en rapport avec les produits sidérurgiques pour la voirie, notamment des ouvrages semi-finis en fer et en acier, des barres de fer et d'acier, des tubes, tuyaux et accessoires en matières plastiques, des accessoires de tuyauterie en fonte, en fer et acier, etc.

Tableau 30- Evolution des importations des matières premières (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Matières premières	49 972	45 462	50 133	47 270	43 825	-7,3%
<i>Dont blé</i>	10 401	9 011	9 527	7 134	14 371	101,4%
<i>clinker</i>	31 382	32 541	35 996	35 032	27 528	-21,4%
Produits semi-finis	31 812	41 517	40 226	42 722	180 211	321,8%
<i>Dont produits sidérurgiques</i>	19 392	27 611	27 400	35 024	126 491	261,2%
<i>Autres matériaux de construction</i>	6 368	13 906	12 825	7 698	6 611	-14,1%
TOTAL	81 784	86 979	90 358	89 992	224 037	149,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

1.1.2.2.1.4- Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement s'élèvent en 2011 à 248.354 millions contre 132.726 millions en 2010, soit une augmentation de 87,1%. Cette progression est induite, essentiellement par les importations de matériels de transport dans le cadre des travaux de construction, notamment des bulldozers, des angeldozers, des scrapers, des excavateurs, des compacteuses, etc.

Par ailleurs, il a été enregistré, au cordon douanier, l'importation d'un bateau d'une valeur de 71.891 millions, dans le cadre de l'exploration pétrolière.

De plus, des véhicules à usage touristique ont été importés pour une valeur de 21.381 millions, en vue de faire face à la demande de plus en plus croissante auprès des entreprises de location de véhicules.

La forte progression des produits finis pour l'agriculture s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) qui vise une croissance agricole de 6% à l'horizon 2015. Ce programme, soutenu par les bailleurs de fonds, prévoit, entre autres, la fourniture d'équipements agricoles et l'aménagement de laboratoires. Les importations réalisées portent en particulier sur des machines et des outils pour les cultures agricoles, horticoles et sylvicoles ainsi que de rouleaux pour pelouses.

La proportion de ces biens dans les importations totales est en hausse, passant de 26,4% en 2010 à 29,9% en 2011.

Tableau 31- Evolution des importations des biens d'équipement (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Produits finis pour l'agriculture	231	311	164	342	2 302	573,3%
Produits finis pour l'industrie	66 941	87 269	128 932	132 384	246 052	85,9%
Biens d'équipement (1)	67 172	87 580	129 096	132 726	248 354	87,1%
Total importations en commerce spécial (2)	377 024	424 651	461 777	503 189	830 445	65,0%
Part des biens d'équipement dans les importations	17,8%	20,6%	28,0%	26,4%	29,9%	-

Sources : BCEAO et DGSCN

I.1.2.2- Importations d'or non monétaire

En 2011, et pour la première fois depuis 2005, des importations d'or non monétaire ont été recensées au cordon douanier pour une valeur de 13,5 millions. Le pays fournisseur a été la France.

En plus de cette transaction, le coût d'achat des réexportations de cette matière a été estimée à 13.333 millions¹⁰ en 2011 contre 8.719 millions en 2010 portant ainsi les importations totales d'or non monétaire à 13.347 millions.

I.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2011, les principaux pays fournisseurs de biens au Togo sont l'Europe (44,9%) et l'Asie (35,9%). L'Afrique et l'Amérique ne représentent, dans cette répartition, que 13,8% et 5,4% respectivement.

¹⁰ L'estimation de la valeur des importations d'or non monétaire a été faite sur la base des données déclarées par les douanes au titre des réexportations de ce produit. Un taux moyen de 82,5% a été appliqué aux réexportations d'or non monétaire sur la base des informations obtenues sur le taux de marge moyen appliqué par les ré-exportateurs qui se chiffre à 17,5%.

Tableau 32- Répartition des importations par zone géographique (en millions)

	2008	Part / total	2009	Part / total	2010	Part / total	2011	Part / total	Var 11/10
EUROPE	188 807	44,5%	210 494	45,6%	208 006	41,3%	372 549	44,9%	79,1%
AFRIQUE	107 080	25,2%	73 366	15,9%	77 138	15,3%	114 834	13,8%	48,9%
AMERIQUE	18 909	4,5%	30 413	6,6%	28 201	5,6%	44 766	5,4%	58,7%
ASIE	109 856	25,9%	147 504	31,9%	189 844	37,7%	298 296	35,9%	57,1%
TOTAL	424 651	100,0%	461 777	100,0%	503 189	100,0%	830 445	100,0%	65,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

En 2011, les importations en provenance de l'Europe ont progressé de 79,1% en passant de 208.006 millions en 2010 à 372.549 millions une année plus tard du fait des importations de bateau et de pièces d'assemblage pour 71.891 millions auprès de la Norvège, de l'Islande et de la Grande Bretagne. De plus, le Togo a importé de ce continent du bitume de pétrole et autres résidus d'huiles ou bitumes pour 17.581 millions (contre 87 millions en 2010), des Antilles néerlandaises, des Pays-Bas et de la France. Des huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux ont été importés pour 55.823 millions contre 43.050 millions, de la Russie, la Grande Bretagne, la France, la Norvège, l'Estonie, Malte, l'Islande, l'Allemagne, la Pologne, les Pays-bas et la Suède.

L'Asie a également fourni au Togo, en 2011, des marchandises pour 342.124 millions contre 285.485 millions en 2010 du fait des importations :

- des motocycles pour 23.101 millions contre 17.661 millions en 2010, de la Chine, du Japon, du Vietnam, des Emirats Arabes Unis et de la Thaïlande ;
- des polymères de propylène pour 14.484 millions contre 9.854 millions, de la Thaïlande, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Chine, du Koweït, des Emirats Arabes Unis et de la Corée du Sud ;
- des monofilaments synthétiques pour 9.939 millions contre 6.542 millions en 2010, du Japon et de la Corée du Sud ;
- des huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux pour 6.832 millions contre 2.416 millions en 2010, de l'Inde, de Singapour, du Japon du Yémen, de la Corée du Sud, de l'Arabie Saoudite, de la Chine, des Emirats Arabes Unis et de la Turquie.

Au titre des échanges avec l'Afrique, les importations se sont confortées de 48,9% en passant de 77.138 millions à 114.834 millions d'une année à l'autre. Les plus importantes ont concerné les engrais minéraux ou chimiques azotés pour 5.730 millions contre 133 millions en 2010, provenant de la Libye, du Nigeria et du Ghana. Des poissons congelés ont également été importés pour 13.637 millions (contre 10.029 millions en 2010), du Maroc, la Mauritanie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Ghana et le Sénégal. De plus, les importations ont porté sur des huiles d'arachide pour 1.941 millions (contre 1 million en 2010), en provenance de la Côte d'Ivoire et du Bénin.

Les principaux partenaires du Togo, en 2011, sont :

- la Côte d'Ivoire (22,8%) avec les huiles non brutes de pétrole ou minéraux bitumineux, du bitume de pétrole, des bulldozers et de l'huile d'arachide ;
- l'Afrique du Sud (18,0%) avec de la houille, des matériaux sidérurgiques ainsi que des véhicules automobiles destinés au transport de marchandises et au tourisme ;
- le Ghana (17,3%) avec du marbre, du calcaire, du gaz de pétrole et des matériaux sidérurgiques.

Tableau 33- Proportion des importations en provenance d'Afrique

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011
UEMOA	52,2%	36,1%	39,9%	34,9%
Bénin	4,1%	2,1%	3,0%	3,3%
Burkina	0,5%	0,4%	1,4%	0,6%
Côte d'Ivoire	43,7%	25,2%	25,9%	22,8%
Guinée-Bissau	1,6%	3,8%	4,2%	3,7%
Mali	0,5%	0,3%	0,0%	0,0%
Niger	0,3%	0,0%	0,0%	0,1%
Sénégal	1,5%	4,3%	5,3%	4,5%
CEDEAO (hors UEMOA)	21,4%	36,4%	22,1%	26,1%
Ghana	11,3%	18,8%	16,2%	17,3%
Nigeria	9,6%	16,7%	5,9%	8,0%
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	0,5%	0,8%	0,0%	0,8%
CEMAC	1,9%	1,1%	1,1%	0,5%
Cameroun	1,7%	1,1%	1,1%	0,5%
Congo (Brazzaville)	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres CEMAC	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	24,5%	26,4%	36,9%	38,5%
Afrique du Sud	17,8%	14,5%	12,0%	18,0%
Egypte	0,2%	2,5%	1,5%	2,5%
Maroc	0,9%	5,0%	6,0%	4,8%
Mauritanie	0,8%	2,3%	5,4%	5,5%
Mozambique	0,0%	0,1%	9,1%	2,5%
Seychelles	3,8%	0,5%	1,0%	0,0%
Tunisie	0,9%	1,0%	0,8%	1,2%
Autres	0,2%	0,6%	1,2%	4,1%
AFRIQUE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Sources : BCEAO et DGSCN

Encadré 2 : Échanges commerciaux entre le Togo et les autres pays de l'UEMOA

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements régionale de l'UEMOA, les données officielles sur les échanges intra-UEMOA ont fait l'objet de retraitements par la Cellule régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Ces retraitements ont été pris en compte dans la détermination des valeurs globales des importations et des exportations du Togo. La matrice des échanges intra-communautaires ci-après arrêtée par la Cellule est obtenue à la suite de la confrontation des données du commerce général des pays partenaires dans l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

Estimation de la matrice des échanges communautaire en 2011 (en millions)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		18 176	16 101	1 106	102 525	38 463	29 269	67 017	272 656
	Burkina	5 372		16 752	185	24 342	11 882	2 840	3 726	65 098
	Côte d'Ivoire	66 040	201 847		557	115 720	23 396	93 825	85 656	587 041
	Guinée-Bissau	0	0	615		7 077	0	18 303	0	25 995
	Mali	21 990	43 167	44 799	9 855		6 918	43 064	8 759	178 552
	Niger	13 671	2 904	6 173	268	5 800		4 568	8 975	42 359
	Sénégal	10 398	21 958	36 512	30 648	317 130	6 045		9 802	432 492
	Togo	116 231	60 120	27 044	596	14 444	46 996	5 928		271 360
	UEMOA	233 701	348 172	147 996	43 216	587 038	133 699	197 797	183 935	1 875 554

Sources : BCEAO et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

En 2011, les exportations du Togo vers les autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 271.360 millions contre 255.269 millions en 2010. Les importations du Togo en provenance des pays de l'UEMOA se sont, quant à elles, établies à 183.935 millions contre 165.024 millions en 2010. La balance commerciale avec les pays de l'UEMOA est ressortie excédentaire de 87.425 millions contre un excédent de 90.245 millions enregistré en 2010.

I.2- BALANCE DE SERVICES

Le poste « services » de la balance des paiements comprend les transports, les voyages et d'autres services tels que les services financiers, les services de communication, les services d'informatique et d'information.

La balance des services du Togo généralement déficitaire dégage en 2011 un solde excédentaire de 16.617 millions contre -41.475 millions en 2010. Cette inversion de tendance est due principalement à l'amélioration du solde des services de transports, en particulier le transport aérien.

Tableau 34- Evolution de la balance des services (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Transports	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-20.875	-63,60%
Voyages	8 364	9 183	10 094	9 697	19.012	96,10%
Autres services	11 120	21 218	18 796	6 182	18.480	198,90%
Balance des services	-33 280	-34 071	-38 326	-41 475	16.617	-140,10%

Source : BCEAO

La rubrique « Transports » regroupe les transports de passagers et de marchandises, ainsi que diverses activités connexes au transport.

Le solde structurellement déficitaire s'est amélioré de 63,6% en s'établissant à -20.875 millions en 2011 contre -57.354 millions en 2010 en liaison notamment avec la hausse de 156,6% des recettes tirées des ventes de billets et du fret aérien. Par contre, le solde du fret maritime s'est accru de 19,1% en rapport avec la hausse des importations de marchandises.

Tableau 35- Evolution du solde des transports (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Transports	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-20 875	-63,6%
- Passagers	-18 416	-20 165	-19 746	-2 065	41 095	-2 090,1%
- Fret	-62 417	-71 672	-72 732	-77 458	-89 354	15,4%
- Fret maritime	-69 238	-78 794	-79 266	-89 303	-106 331	19,1%
- Fret aérien	3 654	4 622	3 984	9 710	21 511	121,5%
- Autres	3 167	2 500	2 550	2 135	-4 534	-312,4%
- Autres transports	28 069	27 365	25 262	22 169	27 384	23,5%

Source : BCEAO

Les voyages (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) ont enregistré en 2011 un excédent de 19.012 millions, en hausse de 96,1% par rapport aux 9.697 millions de 2010. Cette évolution est imputable à la progression de 2.184,8% du solde des dépenses nettes effectuées à titre professionnel. En effet, les recettes provenant des voyages d'affaires ont plus que doublé en passant de 15.523 millions en 2010 à 34.750 millions en 2011 en liaison notamment avec l'expansion des services aéroportuaires.

Tableau 36- Evolution du solde des voyages (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Voyages	8 364	9 183	10 094	9 697	19 012	96,1%
à titre professionnel	229	615	846	559	12 772	2 184,8%
à titre personnel	8 135	8 568	9 248	9 138	6 240	-31,7%
- Santé	0	0	-97	-57	-63	10,5%
- Education	282	410	-75	-255	725	-384,3%
- Autres	7 853	8 158	9 420	9 450	5 578	-41,0%

Source : BCEAO

Les autres services (services de bâtiments et travaux publics, services d'assurances, services financiers et divers services aux administrations publiques et aux entreprises) se sont soldés en 2011 par un excédent de 18.480 millions, soit le triple de l'excédent de 6.182 millions de 2010. Cette évolution est induite essentiellement par l'amélioration des excédents des soldes :

- des services fournis par les administrations publiques (+63,1%) ;
- des services financiers (+63,4%) ;
- des autres services fournis aux entreprises (+1.013,8%), notamment dans le domaine du commerce international.

A contrario, les services de bâtiments et travaux publics et des services d'assurances ont creusé leurs déficits en rapport avec la réhabilitation des infrastructures routières et la progression des importations de biens. En outre, le solde excédentaire des services de télécommunications, informatique et information a régressé de 32,9%.

Tableau 37- Evolution du solde des autres services (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Autres services	11 120	21 218	18 796	6 182	18 480	198,9%
Services de BTP	278	1 187	-3 492	-2 257	-3 579	58,6%
Services d'assurance	-13 434	-15 033	-15 013	-18 890	-20 301	7,5%
Services financiers	1 526	4 214	5 089	3 872	6 316	63,1%
Services de télécommunications, informatique et information	424	11 713	14 080	13 335	8 944	-32,9%
Services fournis ou reçus par les APU	17 416	12 681	13 320	11 102	18 145	63,4%
Autres services aux entreprises	4 910	6 456	4 812	-980	8 956	-1 013,8%

Source : BCEAO

I.2.1- Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 51,4% en passant de 158.600 millions en 2010 à 240.063 millions en 2011 en liaison avec la hausse :

- du transport des passagers (+172,7%) comme des bagages (+82,2%) en rapport avec l'offre de ce service aérien au plan national,
- des autres services (+32,8%) en particulier les services de télécommunications, de conseils en gestion et en commerce international ainsi que les services fournis par l'administration publique aux non-résidents.

Tableau 38- Evolution des exportations de services (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Transports	50 669	48 810	42 891	64 638	112 281	73,7%
- Passagers	1 764	1 987	2 487	19 146	52 220	172,7%
- Fret	18 930	18 263	13 557	15 425	28 097	82,2%
- Autres transports	29 975	28 560	26 847	30 067	31 964	6,3%
Voyages	16 369	17 701	32 261	32 453	46 123	42,1%
- à titre professionnel	6 130	6 529	13 422	15 523	34 750	123,9%
- à titre personnel	10 239	11 172	18 839	16 930	11 373	-32,8%
Autres services	46 077	60 258	63 459	61 509	81 658	32,8%
Exportations de services	113 115	126 769	138 611	158 600	240 063	51,4%

Source : BCEAO

I.2.2- Importations de services

En 2011, les importations de services ont progressé de 11,7% en passant de 200.075 millions en 2010 à 223.446 millions une année plus tard.

Les transports constituent le principal poste des services importés notamment avec le fret et les autres services de transports tels que la manutention, le remorquage, l'emmagasinage, l'entreposage, l'emballage et ré-emballage.

En 2011, le montant du fret payé aux non-résidents s'est établi à 117.451 millions, en progression de 26,5% par rapport à 2010 en liaison avec la hausse des importations. Cette hausse a été atténuée par le repli de 47,6% des transports de passagers du fait essentiellement de la disponibilité de ces services au plan national. Les autres services de transports ont affiché également une réduction de 43,2% en passant de 7.898 millions en 2010 à 4.490 millions un an plus tard.

Les importations de services de voyages se sont situées à 27.112 millions en augmentation de 19,1% par rapport aux 22.756 millions de 2010. Cette évolution est liée essentiellement à celle des dépenses des résidents en voyage d'affaires après la prise en compte des activités des holdings financiers¹¹.

Les importations des autres services progressent de 14,2% en passant de 55.327 millions en 2010 à 63.178 millions une année plus tard avec les services d'assurance payés sur les marchandises importées.

¹¹Contrairement à la 5ème édition du manuel de balance des paiements, la 6ème édition institue la comptabilisation des opérations des holdings financiers dans les statistiques des territoires d'implantation.

Tableau 39- Evolution des importations de services (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Transports	103 433	113 282	110 107	121 992	133 156	9,2%
- Passagers	20 180	22 152	22 233	21 211	11 125	-47,6%
- Fret	81 347	89 935	86 289	92 883	117 451	26,5%
- Autres transports	1 906	1 195	1 585	7 898	4 490	-43,2%
Voyages	8 005	8 518	22 167	22 756	27 112	19,1%
- à titre professionnel	5 901	5 914	12 576	14 964	21 978	46,9%
- à titre personnel	2 104	2 604	9 591	7 792	5 134	-34,1%
Autres services	34 957	39 040	44 663	55 327	63 178	14,2%
Importations de services	146 395	160 840	176 937	200 075	223 446	11,7%

Source : BCEAO

I.3- COMPTE DES REVENUS PRIMAIRES

Le compte des revenus primaires (ex-compte des revenus) est constitué de la balance de la rémunération des salariés et de celle des revenus des investissements.

En 2011, il est ressorti excédentaire de 110.202 millions contrairement au déficit structurellement observé par le passé (-11.624 millions enregistré en 2010). Cette situation fait suite principalement à la hausse du solde du revenu des investissements qui est passé d'un déficit de 24.862 millions en 2010 à un excédent de 92.274 millions dégagé par les opérations des holdings financiers résidents en 2011.

Tableau 40- Evolution des revenus (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Rémunération des salariés	15 012	15 257	15 409	13 238	9 702	-26,7%
Revenus des investissements	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	92 274	-471,1%
Autres revenus primaires					8 225	-
Revenus primaires	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	110 202	-1 048,1%

Source : BCEAO

Les rémunérations des salariés sont essentiellement constituées des salaires, traitements et autres prestations payés, d'une part, au personnel résident des représentations diplomatiques ou des organismes internationaux, et d'autre part, aux agents non-résidents par les entités résidentes.

Les entrées nettes au titre de ces revenus sont évaluées à 9.702 millions en 2011, en baisse de 26,7% par rapport aux 13.238 millions enregistrés en 2010. Cette évolution est en liaison avec la hausse des paiements effectués par le secteur aéroportuaire au titre des salaires du personnel navigant non-résident notamment les pilotes tout comme dans les secteurs extractif et manufacturier pour l'assistance technique.

Les revenus des investissements représentent les produits que les non-résidents tirent de leurs avoirs financiers placés dans l'économie nationale et les revenus que procurent les avoirs financiers placés à l'étranger par les résidents.

En 2011, ces opérations se sont soldées par un important excédent de 92.274 millions constitué principalement des bénéfices réinvestis et des dividendes perçus par les holdings financiers sur leurs placements à l'étranger.

L'amélioration du solde des revenus est observée sur toutes les catégories d'investissement :

- investissements directs avec +98.298 millions du fait des dividendes reçus de 41.132 millions (12 millions en 2010) et des bénéfices réinvestis évalués à 96.627 millions (16.413 millions en 2010) ;
- investissements de portefeuille avec +8.186 millions suite à une augmentation de 4.899 millions des intérêts perçus sur les placements en particulier ceux du secteur bancaire ;
- autres investissements avec +10.652 millions imputables à la réduction de 11.443 millions des intérêts payés aux non-résidents.

Tableau 41- Evolution des revenus des investissements (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Revenus des investissements directs	-18 784	-18 675	-19 073	-16 723	81 576	-587,8%
Revenus des investissements de portefeuille	-4 383	-3 542	-3 192	-1 142	7 044	-716,8%
Revenus des autres investissements	-6 337	210	-2 135	-6 997	3 655	-152,20%
Revenus des investissements	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	92 274	-471,1%

Source : BCEAO

Les autres revenus primaires sont constitués des loyers, des impôts sur la production et les importations ainsi que des subventions.

Les entrées nettes des autres revenus primaires se situent à 8.225 millions en 2011 en rapport avec les paiements effectués par les non-résidents au titre des droits et taxes portuaires et aéroportuaires.

I.4- COMPTE DES REVENUS SECONDAIRES

Le compte des revenus secondaires se répartit en deux grandes catégories : les administrations publiques et les autres secteurs.

Le solde créditeur du compte des revenus secondaires s'est établi en 2011 à 127.657 millions, en régression de 27,5% par rapport aux 176.189 millions enregistrés en 2010. Les deux catégories de revenus secondaires ont été affectées par cette baisse.

Tableau 42- Evolution des revenus secondaires (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Administrations Publiques	16 530	22 581	38 335	49 805	41 088	-17,5%
<i>dont Coopération internationale courante</i>	-	-	-	-	41 088	-
Autres secteurs	117 185	122 437	120 168	126 384	86 569	-31,5%
<i>dont Envois de fonds des travailleurs</i>	98 715	109 874	108 543	122 373	61 973	-49,4%
Revenu secondaire	133 715	145 018	158 503	176 189	127 657	-27,5%

Source : BCEAO

Les revenus secondaires des administrations publiques recouvrent notamment les impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., les cotisations sociales, les prestations sociales, la coopération internationale courante et les transferts courants divers des administrations publiques.

Ces transferts ont régressé de 17,5% en passant de 49.805 millions en 2010 à 41.088 millions en 2011. Ils comportent les dons mobilisés au titre de l'aide publique au développement notamment les appuis budgétaires et les divers dons en nature et en espèces pour des besoins courants.

Pour les autres secteurs, ils sont constitués, outre les transferts entre particuliers ou entre institutions ne relevant pas d'une administration publique, des envois de fonds des travailleurs migrants.

Ces opérations ont régressé de 31,5% en s'établissant à 86.569 millions en 2011 contre 126.384 millions en 2010 du fait essentiellement de la reclassification d'envois de fonds des travailleurs migrants. En effet, suite à l'enquête réalisée par la BCEAO en 2010 sur les transferts des migrants¹², les envois de fonds bruts sont répartis entre ceux qui sont destinés à des investissements et ceux affectés aux autres besoins, notamment la consommation courante, la santé, l'éducation, les événements familiaux ou religieux, etc. La première catégorie est affectée aux transferts de capital tandis que la seconde reste sous la rubrique transferts courants. Ainsi pour l'année 2011, sur les 172.919 millions de flux totaux reçus des migrants, 96.142 millions sont enregistrés au titre des revenus secondaires contre la totalité de ces flux évalués à 149.068 millions en 2010.

¹² Suivant l'enquête, 35,8% et 8,6% des envois de fonds des migrants financent respectivement l'immobilier et les autres investissements.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital dégage un solde excédentaire de 130.461 millions contre 687.480 millions l'année précédente. La baisse de 81,0% est en liaison avec le niveau exceptionnel des transferts en capital reçus en 2010 suite aux remises de dette d'un montant de 642.456 millions accordées au Togo après l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE).

II.1- ACQUISITIONS ET CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette rubrique retrace deux types de transactions : l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers incorporels (brevets, droits d'auteurs, marques, etc.) et l'acquisition de terrains par les administrations publiques ou par des organisations internationales.

Au titre de ces transactions, l'année 2011 a enregistré une acquisition de terrains d'une valeur 291 millions par une société résidente.

II.2- TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts de capital sont constitués essentiellement des remises de dette et des dons destinés au financement des investissements.

En 2011, ils ont régressé de 81,0% en s'établissant à 130.752 millions contre 687.480 millions l'année précédente. Cette évolution est liée au niveau exceptionnel des transferts en capital reçus en 2010 suite aux remises de dette d'un montant de 642.456 millions accordées au Togo par les créanciers bilatéraux membres du Club de Paris et les bailleurs multilatéraux comme la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement dans le cadre de l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'IPPTE.

Hors cette remise exceptionnelle, les transferts de capital enregistrent une hausse de 190,4% en passant de 45.024 millions à 130.752 millions d'une année à l'autre.

Les transferts en capital reçus par l'Administration publique sont évalués à 48.148 millions contre 36.460 millions en 2010 et portent sur les dons en espèces et en nature mobilisés notamment dans le cadre du programme d'investissement public.

Quant aux dons en espèces et en nature mobilisés par le secteur privé (ONG nationales et missions religieuses), ils s'établissent à 82.604 millions contre 8.564 millions en 2010 suite à la hausse des dons en nature destinés aux ONG nationales et à la comptabilisation sous cette rubrique des envois de fonds des travailleurs migrants destinés aux investissements estimés à 76.775 millions. Les dons en nature destinés aux ONG nationales sont essentiellement composés de financements obtenus auprès des partenaires dans le cadre de projets sociaux tels que la réalisation de forages, la construction de bâtiments scolaires, de marchés, de centres de santé, etc. Ils sont évalués à 5.829 millions en 2011 contre 8.564 millions en 2010.

Tableau 43- Evolution du compte de capital (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	-291	-
Transferts de capital	35 188	293 664	63 821	687 480	130 752	-81,0%
<i>Administration publique</i>	17 579	275 459	48 745	678 916	48 148	-92,9%
<i>dont Remises de dette</i>	9 500	245 230	0	642 456	0	-100,0%
<i>Autres secteurs</i>	17 609	18 205	15 076	8 564	82 604	864,5%
Solde du compte de capital	35 188	293 664	63 821	687 480	130 461	-81,0%

Source : BCEAO

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, qui englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2011, par un passif net de 47.263 millions contre un excédent de 557.460 millions en 2010.

Cette évolution est essentiellement liée à celle des autres investissements ; les investissements de portefeuille et directs ayant plutôt enregistré des améliorations sur la période.

Tableau 44- Evolution du solde du compte financier (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Investissements directs	-23 899	-17 832	-5 248	-24 091	252 994	-1 150,2%
Investissements de portefeuille	-2 460	-11 821	16 448	3 849	17 165	346,0%
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	46	0	-46	0	0	-
Autres investissements	-35 048	195 648	-33 196	577 702	-317 422	-154,9%
Solde du compte financier	-61 361	165 995	-22 042	557 460	-47 263	-108,5%

Source : BCEAO

III.1- INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les investissements directs étrangers se décomposent en libération de capital social, bénéfiques réinvestis et autres transactions financières (créances ou engagements envers les investisseurs directs).

En 2011, les opérations financières au titre des investissements directs se sont traduites par une entrée nette de 252.994 millions contre une sortie nette de 24.091 millions l'année précédente. Cette évolution est le reflet d'un accroissement des prises de participation et des bénéfiques réinvestis essentiellement au niveau des holdings financiers et des entreprises des secteurs pétrolier et minier générant des flux nets d'investissements directs de 470.041 millions en 2011 contre 33.696 millions en 2010.

III.2- INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille sont des investissements internationaux autres que les investissements directs, effectués sous forme de titres de participation et de titres de créance.

En 2011, ces investissements ont enregistré un solde excédentaire de 17.165 millions contre 3.849 millions une année plus tôt. Cette évolution est due à l'effet conjugué :

- des souscriptions des banques résidentes aux obligations et bons du Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- des remboursements aux non-résidents des obligations émises sur le même marché par le Trésor togolais.

III.3- DÉRIVÉS FINANCIERS

Les dérivés financiers sont des instruments financiers liés à un autre instrument financier, un indicateur ou un produit spécifique. Ils sont utilisés pour la gestion des risques, la couverture, l'arbitrage entre marchés ou la spéculation. Il existe deux catégories de produits financiers dérivés : les options et les contrats à terme.

Au cours de l'année 2011, aucune transaction relative aux dérivés financiers n'a été recensée.

III.4- AUTRES INVESTISSEMENTS

Cette catégorie comprend des opérations financières telles que les crédits commerciaux, la détention de monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts, les autres comptes à recevoir/à payer et particulièrement les opérations relatives à l'endettement public extérieur : les tirages, les amortissements, les arriérés de paiement extérieurs, les remises ou annulations de dette et les rééchelonnements.

Le solde du compte des autres investissements est ressorti avec un accroissement de 317.422 millions de l'endettement net en 2011 contre une réduction de 577.702 millions en 2010. Cette évolution est la résultante des opérations ci-après :

- la hausse de 217.302 millions des crédits commerciaux, notamment dans le cadre du financement des opérations commerciales avec les non-résidents, en particulier dans les secteurs minier, manufacturier et commercial ;
- la progression de 140.261 millions des autres engagements en rapport avec les opérations en attente de règlement.

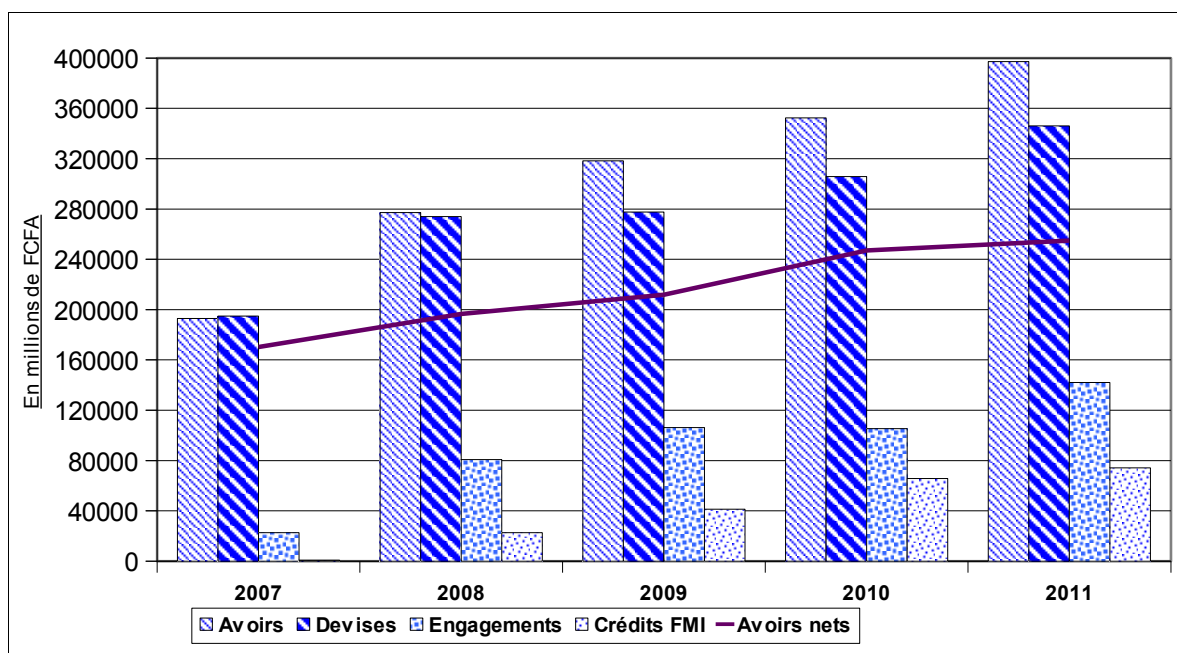
IV- CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2011, les transactions extérieures se sont soldées par une hausse des avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires de 25.697 millions du fait des hausses respectives de 8.025 millions et 17.672 millions des AEN de la Banque Centrale et des banques de dépôts. Les ajustements (notamment la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI), d'un montant de 7.719 millions, ont porté l'augmentation des avoirs extérieurs globaux à 33.416 millions, correspondant au solde global de la balance des paiements en 2011.

IV.1- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

La position extérieure créditrice de la Banque Centrale s'est améliorée en 2011 de 8.025 millions, en liaison avec une hausse de 44.682 millions des avoirs atténuée par une progression de 36.657 millions des engagements.

Graphique 12- Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale



Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs officiels ont progressé de 44.682 millions en passant de 352.438 millions en 2010 à 397.120 millions une année plus tard, en rapport principalement avec la hausse de la position créditrice en disponibilités extérieures en augmentation de 44.562 millions.

Les engagements extérieurs ont également enregistré une hausse de 36.657 millions en passant de 105.486 millions en 2010 à 142.143 millions en 2011, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts des banques et institutions non-résidentes.

Globalement, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont chiffrés à 254.977 millions en 2011 contre 246.952 millions une année plus tôt, en hausse de 8.025 millions.

Tableau 45- Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
AVOIRS	192 964	277 195	318 236	352 438	397 120	44 682
Position de réserve	-2 012	3 205	-1 684	1 495	4 929	3 434
DTS détenus	49	60	42 275	45 144	46 153	1 009
Avoirs en monnaies étrangères	1 650	3 655	351	4 753	430	-4 323
Position créditrice en disponibilités extérieures	193 277	270 276	277 294	301 046	345 608	44 562
ENGAGEMENTS	22 759	80 728	106 310	105 486	142 143	36 657
Recours au crédit du FMI	765	22 676	41 409	65 763	74 136	8 373
Banques et Institutions non-résidentes	21 989	58 111	64 935	39 758	67 561	27 804
Autres engagements	5	-59	-34	-35	446	480
AVOIRS NETS	170 205	196 468	211 926	246 952	254 977	8 025

Source : BCEAO

IV.2- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

En 2011, la position extérieure nette des banques s'est située à 107.210 millions en progression de 17.672 millions par rapport aux 89.538 millions atteints en 2010. Cette évolution résulte d'une hausse de 57.092 millions des avoirs atténuée par celle de 39.420 millions des engagements.

Les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 222.443 millions en 2011 en hausse de 57.092 millions par rapport à l'encours de 165.351 millions de l'année précédente en liaison notamment avec l'évolution des avoirs auprès des banques et correspondants étrangers (+9.211 millions) ainsi que des autres comptes¹³ (+49.980 millions).

L'augmentation des dépôts des non-résidents dans les banques locales et des emprunts des banques locales auprès des non-résidents ainsi que des engagements au titre des autres comptes a entraîné une hausse de 39.420 millions du stock des engagements extérieurs bruts qui s'établit à 115.233 millions en 2011 contre 75.813 millions un an plus tôt.

¹³ Les autres comptes sont composés des créances des banques sur les non-résidents, notamment les souscriptions aux bons et obligations émis par les autres États ainsi que les crédits octroyés aux non-résidents.

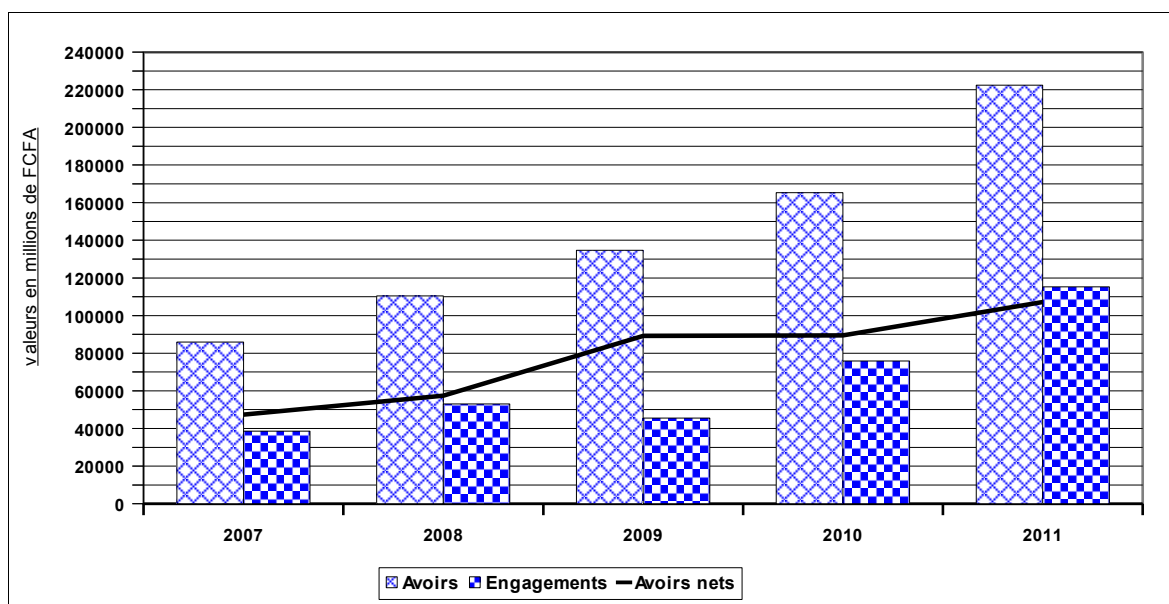
Tableau 46- Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
AVOIRS (sans effets à l'encaissement)	85 867	110 461	134 700	165 351	222 443	57 092
Banques et Correspondants	36 110	60 849	71 384	81 310	90 521	9 211
Monnaies Etrangères	2 142	1 401	2 031	2 893	794	-2 099
Autres Comptes	47 615	48 211	61 285	81 148	131 128	49 980
<i>Effets à l'encaissement (PM)</i>	<i>0</i>	<i>2 738</i>	<i>3 472</i>	<i>4 410</i>	<i>4 054</i>	<i>-356</i>
ENGAGEMENTS (hors compte exigible après encaissement)	38 574	53 057	45 460	75 813	115 233	39 420
Banques et Correspondants	14 094	15 810	11 126	20 385	37 617	17 232
Autres Institutions Financières	1 128	421	3 202	15 135	22 056	6 921
Gouvernements et Institutions non Fin.	3 298	2 957	1 957	1 978	4 536	2 558
Autres Comptes	14 669	30 019	25 962	31 814	47 323	15 509
Engagements à moyen et long terme	5 385	3 850	3 213	6 501	3 701	-2 800
<i>Comptes exigibles après encaissement (PM)</i>	<i>10 713</i>	<i>10 128</i>	<i>13 217</i>	<i>27 940</i>	<i>20 387</i>	<i>-7 553</i>
AVOIRS NETS	47 293	57 404	89 240	89 538	107 210	17 672

Source : BCEAO

IV.3- AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

Les variations des positions créditrices de la Banque Centrale (+8.025 millions) et des banques de dépôts (+17.672 millions) ont conduit à une amélioration de 25.697 millions des avoirs extérieurs nets globaux en 2011.

Graphique 13- Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

Source : BCEAO

En tenant compte de la contrepartie de réévaluation des engagements envers le FMI pour 7.719 millions, la hausse des avoirs extérieurs nets totaux, correspondant au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2011 s'élève à 33.416 millions.

Tableau 47- Avoirs et engagements de la banque centrale et des autres institutions de dépôts (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Avoirs extérieurs nets des banques de dépôts	47 293	57 404	89 240	89 538	107 210	19,7%
Variation des AEN du secteur bancaire (1)	-8 818	10 111	31 836	298	17 672	5 830,2%
Avoirs extérieurs nets de la banque centrale	170 205	196 468	211 926	246 952	254 977	3,2%
Variation des AEN de la Banque Centrale (2)	8 915	26 262	15 458	35 026	8 025	-77,1%
Avoirs extérieurs nets totaux	217 498	253 872	301 166	336 490	362 187	7,6%
Variation des AEN totaux (1)+ (2)	97	36 373	47 294	35 324	25 697	-27,3%
Nouvelles allocations de DTS	-	-	-42 236	-	-	-
Contrepartie de réévaluation (3)	405	584	-14	1 178	7 719	555,3%
SOLDE GLOBAL (1)+(2)+(3)	502	36 957	47 280	36 502	33 416	-8,5%

Source : BCEAO

IV.4- AVOIRS DE RÉSERVE

Il s'agit des avoirs financiers dont disposent et que contrôlent les Autorités monétaires, notamment pour financer ou ajuster les déséquilibres des paiements. Ils comprennent l'or monétaire, les Droits de Tirage Spéciaux (DTS), la position de réserve au FMI, les avoirs en devises et d'autres créances.

En 2011, les flux des avoirs de réserve se sont améliorés de 38,9% en s'établissant à 43.524 millions contre 31.329 millions en 2010 en liaison notamment avec la forte hausse de la position créditrice en disponibilités extérieures.

Tableau 48- Avoirs de réserve (en millions)

RUBRIQUES	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Or monétaire	0	0	0	0	0	-
Droits de tirage spéciaux	18	11	699	88	-37	-142,0%
Position de réserve au FMI	-651	5 179	-4 918	3 087	3 322	7,6%
Autres avoirs de réserve	8 681	79 004	3 714	28 154	40 239	42,9%
Monnaie fiduciaire et dépôts	8 681	79 004	3 714	28 154	40 239	42,9%
Titres	0	0	0	0	0	-
Dérivés financiers	0	0	0	0	0	-
Autres créances	0	0	0	0	0	-
Avoirs de réserve	8 048	84 194	-505	31 329	43 524	38,9%

Source : BCEAO

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

V.1- EVOLUTION DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE NETTE

La position extérieure globale retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur. Outre les transactions liées aux diverses composantes du compte des opérations financières (investissements directs, investissements de portefeuille, autres investissements et avoirs de réserve), la position extérieure globale rend compte des variations de prix et des taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin d'une période comptable. Elle indique également les ajustements de régularisation notamment la démonétisation de l'or et les reclassements des catégories d'investissement.

Au 31 décembre 2011, la position extérieure globale du Togo ressort créditrice de 767.114 millions contre 654.162 millions en 2010, en amélioration de 17,3%. Cette amélioration découle de la hausse de 52,7% des avoirs atténuée par une progression de 90,5% des engagements.

Le stock des avoirs s'établit à 1.932.800 millions en 2011 contre 1.265.931 millions en 2010, en augmentation de 52,7% notamment sous l'effet de :

- la hausse de 94,2% des investissements directs impulsée principalement par l'augmentation de capital réalisée par une institution financière non-résidente et les prises de participation d'un groupe bancaire résident vis-à-vis de ses filiales ;
- l'accroissement de 91,8% des investissements de portefeuille en liaison avec les souscriptions des banques résidentes aux obligations et bons de Trésor émis par les non-résidents notamment sur le marché des titres publics de l'UEMOA ;
- la progression de 19,8% des autres investissements ;
- l'augmentation de 12,7% des avoirs de réserve.

S'agissant des engagements, leur encours progresse de 90,5% en passant de 611.769 millions en 2010 à 1.165.686 millions en 2011. Cette évolution est essentiellement induite par l'augmentation de 250,4% des investissements directs dans l'économie et de 73,7% des investissements de portefeuille.

Tableau 49- Position extérieure globale (en millions)

RUBRIQUES	2010	2011	Var 11/10
AVOIRS	1 265 931	1 932 800	52,7%
Investissements directs à l'étranger	538 891	1 046 505	94,2%
Investissements de portefeuille	56 290	107 987	91,8%
Dérivés financiers	0	0	-
Autres investissements	318 312	381 188	19,8%
dont Crédits commerciaux	11 160	8 957	-19,7%
Prêts	71 088	81 602	14,8%
Monnaie fiduciaire et dépôts	235 527	289 579	22,9%
Autres avoirs	537	1 050	95,5%
Avoirs de réserve	352 438	397 120	12,7%
ENGAGEMENTS	611 769	1 165 686	90,5%
Investissements directs dans l'économie	137 277	481 060	250,4%
Investissements de portefeuille	19	33	73,7%
Dérivés financiers	16 829	26 805	59,3%
Autres investissements	457 644	657 788	43,7%
dont Crédits commerciaux	53 912	41 146	-23,7%
Prêts	222 486	239 213	7,5%
<i>dont dette publique extérieure</i>	32 095	42 834	33,5%
Monnaie fiduciaire et dépôts	81 051	104 278	28,7%
Autres engagements	100 195	273 151	172,6%
POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE	654 162	767 114	17,3%

Source : BCEAO

V.2- STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

La position extérieure globale nette vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA dégage en 2011, un excédent de 42.346 millions du stock net d'actifs financiers. Les actifs financiers se sont établis à 349.339 millions, principalement sous l'effet des investissements directs portés par les bénéficiaires réinvestis et les autres investissements tirés par les crédits commerciaux. Les passifs financiers sont évalués à 306.993 millions.

S'agissant de la zone euro, la position extérieure globale a affiché un passif financier net de -69.395 millions. Les avoirs financiers sur la zone euro se sont situés à 37.093 millions. Le passif financier brut envers les pays de la zone euro est ressorti à 106.488 millions en liaison essentiellement par les investissements directs étrangers et les crédits commerciaux.

Concernant les pays autres que ceux de l'UEMOA et de la zone euro, la position extérieure globale a enregistré un excédent de 794.163 millions. Le stock d'actifs s'est ainsi établi à 1.546.368 millions. Le passif financier s'est établi à 752.205 millions.

Tableau 50- Position extérieure globale par zone géographique (en millions)

Poste		Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers		349 339	37 093	1 546 368	1 932 800
1	Investissements directs	162 201	33 710	850 594	1 046 505
2	Investissements de portefeuille	56 557	567	50 863	107 987
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	124 493	2 816	253 879	381 188
5	Avoirs de réserves	6 088	0	391 032	397 120
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	46 153	46 153
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	4 929	4 929
5.4	Autres avoirs de réserve	6 088	0	339 950	346 038
Stocks de passifs financiers		306 993	106 488	752 205	1 165 686
1	Investissements directs	53 617	103 405	324 038	481 060
2	Investissements de portefeuille	33	0	0	33
3	Dérivés financiers	26 805	0	0	26 805
4	Autres investissements	226 538	3 083	428 167	657 788
Position extérieure globale nette		42 346	-69 395	794 163	767 114

Source : BCEAO

CONCLUSION

Les comptes extérieurs du Togo sont marqués en 2011 par :

- l'aggravation de 43.455 millions (43,9%) du déficit courant ;
- une baisse de 557.019 millions (-81,0%) de l'excédent du compte de capital ;
- un accroissement de l'endettement net de 604.723 millions (-108,5%).

Ainsi, la balance des paiements dégage en 2011 un solde excédentaire de 33.416 millions. Le solde des transactions courantes est ressorti déficitaire de 142.366 millions atténué par un excédent de 130.461 millions du compte de capital. Il s'en dégage un besoin de financement de 11.905 millions couvert par le compte financier qui s'est soldé par un déficit de 47.263 millions.

Le déficit courant représente 8,0% du PIB en 2011 contre 6,3% en 2010. Hors dons publics, il se chiffre à 10,3% du PIB contre 9,5% en 2010. Cette dégradation est en liaison avec un accroissement des importations (+35,1%) en vue de faire face aux investissements en cours, à même d'accroître le potentiel économique du pays pour un développement durable.

Les comptes extérieurs du Togo sont caractérisés par un déficit courant structurel, traduisant les difficultés du Togo à couvrir ses besoins, malgré l'atteinte du point d'achèvement en 2010 qui s'est traduite par une remise de dette de 642.456 millions. Toutefois, il est à noter que le Togo s'est inscrit dans une phase d'investissements, notamment des infrastructures routières, et qui devraient à terme dynamiser l'activité économique. Il pourrait être observé d'une part le renforcement de l'appareil productif et d'autre part la diversification des produits offerts sur le marché international, en particulier grâce la transformation sur place de certains produits primaires.

La position extérieure globale du Togo a poursuivi en 2011 son amélioration en liaison avec un accroissement des créances plus prononcé que la hausse des engagements.

=====

APPENDICE

Concordance des statistiques monétaires et de Balance des Paiements

Il existe souvent une différence entre les mouvements de capitaux monétaires déterminés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets telle que présentée dans les publications de la BCEAO et du FMI. Cet écart provient du fait que certaines transactions sont éliminées ou au contraire recensées en balance des paiements alors qu'elles sont reprises ou omises en statistiques monétaires. C'est le cas notamment des valeurs à l'encaissement non disponibles ou exigibles après encaissement qui sont ignorées en balance des paiements mais prises en compte dans les statistiques monétaires. Le tableau ci-après fait la réconciliation entre les deux séries statistiques.

Tableau 51- Concordance des statistiques monétaires et de la balance des paiements (en millions)

Rubriques	2009	2010	2011	Var 11/10
I. Avoirs et engagements des banques				
AVOIRS				
Statistiques monétaires	138 172	169 761	226 497	56 736
Valeur à l'encaissement	3 472	4 410	4 054	-356
Enregistrement en balance des paiements	134 700	165 351	222 443	57 092
ENGAGEMENTS				
Statistiques monétaires	58 677	103 753	135 620	31 867
Comptes exigibles après encaissement	13 217	27 940	20 387	-7 553
Enregistrement en balance des paiements	45 460	75 813	115 233	39 420
II. Avoirs et engagements de la BCEAO				
AVOIRS				
Statistiques monétaires	318 236	352 438	397 120	44 682
Valeur à l'encaissement				
Enregistrement en balance des paiements	318 236	352 438	397 120	44 682
ENGAGEMENTS				
Statistiques monétaires	156 514	158 985	196 883	37 898
Allocation de DTS	50 204	53 500	54 740	1 240
Enregistrement en balance des paiements	106 310	105 486	142 143	36 658
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	241 217	259 460	291 114	31 654
Banques	79 495	66 008	90 877	24 869
BCEAO	161 722	193 452	200 237	6 785
Avoirs extérieurs nets totaux ajustés	301 166	336 490	362 187	25 697
Banques	89 240	89 538	107 210	17 672
BCEAO	211 926	246 952	254 977	8 025
<i>Contrepartie de réévaluation</i>				7 719
Solde global de la balance des paiements				33 416

Source : BCEAO

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements	61
Annexe 2 : Ajustements sur le commerce de biens	67
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)	69
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	78
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	79
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	80
Annexe 7 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	81
Annexe 8 : Ventilation géographique des importations de marchandises	82
Annexe 9 : Variation de la position extérieure globale nette	83
Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires	84

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements

1. Généralités

Les comptes extérieurs des pays de l'UEMOA au titre de l'année 2011 (balance des paiements et position extérieure globale) sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis sur le territoire national et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents.

Conformément aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement N° R09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Dans ce cadre, elle collabore avec d'autres services administratifs ainsi que les opérateurs économiques pour une atteinte efficace des objectifs de sa mission.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel, pendant une période d'au moins une année, elle :

- exerce et à l'intention de continuer d'exercer,
- effectue et à l'intention de continuer d'effectuer des transactions,

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son Gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, les consulats, les bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire national.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents économiques interrogés par la BCEAO contient certaines entreprises, des structures administratives, des missions diplomatiques et consulaires, des organisations non gouvernementales, etc.

D'autres sources se réfèrent aux rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, BRI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas explicitement des questionnaires, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : BIDC, BOAD, ETI, Commission de l'UEMOA, etc.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

Biens

Les statistiques portant sur les marchandises générales sont issues des statistiques douanières. Elles sont validées par le Sous-Comité Balance des Paiements qui comprend, outre la BCEAO, la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN), la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction du Commerce Extérieur et la Direction de l'Économie.

Ces chiffres provenant des structures douanières, validés, sont par la suite ajustés, aux fins de les adapter à l'optique de la balance des paiements. L'un des ajustements majeurs concerne le passage de la valorisation CAF à la valorisation FOB pour les importations.

Services

Cette rubrique concerne essentiellement les *Transports*, les *Voyages* (biens et services acquis par les non-résidents pendant leur séjour dans l'économie et ceux acquis par les résidents durant leurs déplacements à l'étranger) et les *autres types de services* (construction, services d'assurance et pension, services financiers, services de télécommunication, d'informatique et d'information ainsi que services culturels et de loisirs).

Revenu primaire

Le revenu primaire est la nouvelle appellation du compte des revenus dans la 5^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Il porte sur les revenus des investissements ainsi que la rémunération des facteurs de production, notamment le loyer (revenu de la propriété) et le revenu du facteur travail (rémunération des salariés).

Revenu secondaire

Le revenu secondaire (compte des transferts courants dans l'édition précédente) s'intéresse aux transferts courants entre résidents et non-résidents. Il inclut notamment le poste des envois de fonds des migrants.

6.2. Compte de capital

Dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et celui des opérations financières. Cette approche vise une plus grande cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008, qui distingue les transactions en capital et les transactions financières. Le compte de capital présente :

- les transferts de capital à recevoir et à payer ;
- l'acquisition et la cession d'actifs non financiers non produits.

La somme du solde du compte de capital et du solde du compte des transactions courantes correspond à la capacité (ou au besoin) de financement net d'une économie par rapport au reste du monde.

6.3. Compte financier

Le compte financier décrit les comportements d'investissement et de financement des résidents. Le solde du compte financier représente ainsi la capacité (ou le besoin) de financement du pays vis-à-vis du reste du monde.

Au niveau du compte financier, les opérations financières sont classées par nature et selon cinq (5) catégories fonctionnelles :

- les investissements directs qui confèrent le contrôle ou une influence importante sur une unité économique ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- les dérivés financiers (autres que réserves) et les options sur titres des salariés ;
- les autres investissements qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- les avoirs de réserve qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

6.4. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale est un état statistique qui fait apparaître la valeur et la composition, à un moment déterminé :

- des actifs financiers qui sont des créances sur des non-résidents ou détenus sous forme de lingots d'or à titre d'avoirs de réserve ;
- des passifs des résidents d'une économie envers des non-résidents.

Elle est un sous-ensemble du compte de patrimoine national et permet d'examiner l'exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Dans le nouveau manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en cohérence avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La cohérence est également assurée avec les différentes rubriques du compte de revenu primaire et des autres changements pour faciliter la réconciliation des données.

La position extérieure globale à la clôture est donc égale à la position extérieure globale à l'ouverture à laquelle il faut ajouter le flux des opérations financières provenant de la balance des paiements et les impacts des variations de prix, de volume, de taux de change, ainsi que tout autre variation entraînant un changement dans la position initiale.

Avertissement :

En raison du changement méthodologique, notamment le passage de la 5^{ème} à la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements, des divergences peuvent être observées entre les séries contenues dans la version actuelle du rapport de la balance des paiements et celles contenues dans les versions antérieures.

Annexe 2 : Ajustements sur le commerce de biens

1. Exportations de biens

Les ajustements opérés ont pour objet d'apporter des corrections aux données du commerce général enregistrées au cordon douanier pour tenir compte des spécificités des statistiques de balance des paiements.

En 2011, ces ajustements ont porté sur 163.792 millions répartis comme suit :

- des ajustements de valeur à concurrence de +436,2 millions, pour corriger les écarts entre les prix relevés dans les statistiques douanières brutes et les prix contractuels communiqués par les exportateurs ;
- des ajustements chronologiques à hauteur de +68.662 millions, pour corriger les décalages entre la date d'enregistrement des marchandises par l'administration douanière et la date de transfert de propriété entre l'exportateur et son client ;
- des ajustements de champ de +94.693,6 millions, pour tenir compte du commerce non contrôlé estimé à partir des mouvements de billets et des flux financiers entre les pays de l'UMOA ainsi que des réexportations d'électricité vers le Bénin que les statistiques douanières ne saisissent pas.

2. Importations de biens

2.1. Mouvements d'entrepôts¹⁴

Un ensemble de dispositions légales, qui dérogent en tout ou partie au droit douanier, a été prévu pour permettre aux opérateurs économiques d'introduire, sous certaines conditions, des marchandises sur le territoire national sans paiement des droits et taxes à l'importation. Ces marchandises sont généralement stockées dans des entrepôts, sous la surveillance de l'administration douanière, en attendant leur destination finale qui peut être, selon le cas, le territoire douanier (mise en consommation) ou d'autres pays (réexportation).

En 2011, ces mouvements d'entrepôts ont enregistré une baisse de 74,9% en passant de 176.707 millions en 2010 à 44.364 millions en 2011 en liaison avec une amélioration notable dans l'enregistrement des statistiques douanières éliminant les doubles emplois.

2.2. Ajustements de couverture

Les ajustements opérés sur les importations CAF en commerce général en 2011, ont porté sur +203.102 millions et ont concerné les importations d'énergie électrique de la Communauté Electrique du Bénin (+72.052 millions), les entrées en zone franche de produits nationaux (-11.192 millions), le commerce non contrôlé¹⁵ (+142.248 millions) et les privilèges diplomatiques (-5 millions).

¹⁴ Le terme « mouvements d'entrepôts » désigne ici les entrées en entrepôt et les sorties d'entrepôt du territoire douanier. Les mouvements d'entrepôts sont enregistrés en balance des paiements en raison du fait que les données du commerce extérieur prises en compte sont celles du commerce général car le champ couvert par les statistiques de balance des paiements est celui du territoire économique du pays.

2.3. Re-classification du fret et de l'assurance

Pour exprimer les importations en valeur FOB, 16,0%¹⁶ des 863.613 millions d'importations CAF en commerce général, (soit 138.178 millions, représentant le montant des frets et assurances) ont été défalqués et reclassés dans les transports et les services d'assurance pour 117.451 millions (85%) et 20.727 millions (15%) respectivement.

¹⁵ Le commerce non contrôlé concerne les importations non captées au cordon douanier et qui ont été retenues suite aux travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA.

¹⁶ Le taux de fret et d'assurance retenu est de 16,0% sur la base des données historiques.

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI)

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 145 815	1 288 181	-142 366
1.A	Biens et services	796 303	1 176 527	-380 225
1.A.a	Biens	556 240	953 081	-396 841
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	540 388	939 734	-399 346
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	138 954	0	138 954
1.A.a.2	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	154	0	154
1.A.a.2.1	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	Biens vendus dans le cadre du négoce international	154	0	154
1.A.a.3	Or non monétaire	15 698	13 347	2 351
1.A.b	Services	240 063	223 446	16 617
1.A.b.1	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 946	0	1 946
1.A.b.1.1	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 946	0	1 946
1.A.b.2	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	88	1 806	-1 718
1.A.b.3	Transport	112 281	133 156	-20 875
1.A.b.3.0	Pour tous les modes de transports	112 281	133 066	-20 785
1.A.b.3.0.1	Voyageurs	52 220	11 125	41 095
1.A.b.3.0.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	209	0	209
1.A.b.3.0.2	Fret	28 097	117 451	-89 354
1.A.b.3.0.3	Autres	31 964	4 490	27 474
1.A.b.3.1	Transports maritimes	30 759	106 508	-75 749
1.A.b.3.1.1	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	Fret	0	106 331	-106 331
1.A.b.3.1.3	Autres	30 759	177	30 582
1.A.b.3.2	Transports aériens	78 106	20 107	57 999
1.A.b.3.2.1	Voyageurs	48 804	9 208	39 596
1.A.b.3.2.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	Fret	28 097	6 586	21 511
1.A.b.3.2.3	Autres	1 205	4 313	-3 108
1.A.b.3.3	Autres modes de transport	3 416	6 451	-3 035
1.A.b.3.3.1	Voyageurs	3 416	1 917	1 499
1.A.b.3.3.1.1	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	209	0	209
1.A.b.3.3.2	Fret	0	4 534	-4 534
1.A.b.3.3.3	Autres	0	0	0
1.A.b.3.4	Services postaux et services de messagerie	0	90	-90
1.A.b.4	Voyages	46 123	27 112	19 012
1.A.b.4.1	à titre professionnel	34 750	21 978	12 772

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.1.1	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	Autres	34 750	21 978	12 772
1.A.b.4.2	à titre personnel	11 373	5 134	6 240
1.A.b.4.2.1	Santé	0	63	-63
1.A.b.4.2.2	éducation	725	0	725
1.A.b.4.2.3	Autres	10 648	5 071	5 578
1.A.b.4.0	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	7 795	0	7 795
1.A.b.4.0.1	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	Services d'hébergement	7 795	0	7 795
1.A.b.4.0.4	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	Autres services	-0	0	-0
1.A.b.4.0.5.1	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	Travaux de construction	1 773	5 352	-3 579
1.A.b.5.1	Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	1 773	5 352	-3 579
1.A.b.6	Services d'assurance et de retraite	1 669	21 970	-20 301
1.A.b.6.1	Assurance directe	4	21 611	-21 607
1.A.b.6.2	Réassurance	1 480	359	1 121
1.A.b.6.3	Services auxiliaires d'assurance	185	0	185
1.A.b.6.4	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	Services financiers	6 440	124	6 316
1.A.b.7.1	Services financiers explicitement facturés et autres	6 440	124	6 316
1.A.b.7.2	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	30 083	21 139	8 944
1.A.b.9.1	Services de télécommunications	29 959	18 681	11 278
1.A.b.9.2	Services d'informatique	116	2 015	-1 899
1.A.b.9.3	Services d'information	8	443	-435
1.A.b.10	Autres services aux entreprises	18 630	9 902	8 728
1.A.b.10.1	Services de recherche-développement	0	2 011	-2 011
1.A.b.10.2	Services spécialisés et services de conseil en gestion	4 478	2 560	1 918
1.A.b.10.3	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	14 152	5 331	8 821
1.A.b.11	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	21 030	2 885	18 145
1.A.b.0.1	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	Revenu primaire	184 712	74 511	110 202
1.B.1	Rémunération des salariés	19 055	9 353	9 702

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2	Revenus des investissements	157 432	65 158	92 274
1.B.2.1	Investissements directs	138 304	56 728	81 576
1.B.2.1.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	137 654	48 998	88 656
1.B.2.1.1.1	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	41 027	41 132	-105
1.B.2.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	256	33 828	-33 572
1.B.2.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	7 304	-7 304
1.B.2.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	40 771	0	40 771
1.B.2.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	Bénéfices réinvestis	96 627	7 866	88 761
1.B.2.1.1.2.1	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	Intérêts	650	7 730	-7 080
1.B.2.1.2.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	315	7 633	-7 318
1.B.2.1.2.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	90	-90
1.B.2.1.2.3	Entre entreprises soeurs	335	7	328
1.B.2.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	Investissements de portefeuille	7 387	343	7 044
1.B.2.2.1	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	20	343	-323
1.B.2.2.1.1	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	19	343	-324
1.B.2.2.1.2	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	1	0	1
1.B.2.2.1.2.1	Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	Bénéfices réinvestis	1	0	1
1.B.2.2.2	Intérêts	7 367	0	7 367
1.B.2.2.2.1	à court terme	5 491	0	5 491
1.B.2.2.2.2	à long terme	1 876	0	1 876
1.B.2.3	Autres investissements	11 742	8 087	3 655
1.B.2.3.1	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	Intérêts	11 742	8 087	3 655
1.B.2.3.2M	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.3.3	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	Autre revenu primaire	8 225	0	8 225
1.B.3.1	Taxes sur la production et importations	8 225	0	8 225
1.B.3.2	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	Loyers	0	0	0
1.C	Revenu secondaire	164 801	37 143	127 657
1.C.1	Administrations publiques	41 088	0	41 088
1.C.1.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	41 088	0	41 088
1.C.1.5	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	123 713	37 143	86 569
1.C.2.1	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	96 143	34 170	61 973
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	96 143	34 170	61 973
1.C.2.2	Autres transferts courants	27 569	2 973	24 596
1.C.2.0.1	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	372	0	372
1.C.2.0.2	Cotisations sociales	38	1 386	-1 348
1.C.2.0.3	Prestations sociales	1 601	291	1 310
1.C.2.0.4	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1	401	-400
1.C.2.0.5	Indemnités d'assurance dommage	14	11	3
1.C.2.0.6	Coopération internationale courante	0	20	-20
1.C.2.0.7	Transferts courants divers	25 543	864	24 679
1.C.2.0.7.1	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	Compte de capital	130 752	291	130 461
2.1	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	291	-291
2.2	Transferts de capital	130 752	0	130 752
2.2.1	Administration publique	48 148	0	48 148
2.2.1.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	Autres transferts de capital	48 148	0	48 148
2.2.1.2.1	dont : impôts en capital	0	0	0

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
2.2.2	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	82 604	0	82 604
2.2.2.1	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	Autres transferts de capital	82 604	0	82 604
2.2.2.2.1	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	dont : entre ménages	0	0	0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 276 567	1 288 472	-11 905
3	Compte financier	701 650	715 497	-13 847
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	701 650	715 497	-13 847
3.1	Investissement direct	596 398	343 404	252 994
3.1.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	491 067	21 026	470 041
3.1.1.1	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	394 740	13 160	381 580
3.1.1.1.1	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	92 116	13 160	78 956
3.1.1.1.2	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	Entre entreprises soeurs	302 624	0	302 624
3.1.1.1.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	Réinvestissement des bénéfices	96 327	7 866	88 461
3.1.1.0.1	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.2	Instruments de dette	105 331	322 378	-217 047
3.1.2.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	1	0	1
3.1.2.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	309 965	-309 965
3.1.2.3	Entre entreprises soeurs	105 330	12 413	92 917
3.1.2.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	Investissements de portefeuille	100 284	40 020	60 264
3.2.1	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	14	-14
3.2.1.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	Autres secteurs	0	14	-14

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.2.1.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	14	-14
3.2.1.0.1	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	Titres de créance	100 284	40 006	60 278
3.2.2.1	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	83 105	40 006	43 099
3.2.2.2.1	à court terme	16 891	-5 701	22 592
3.2.2.2.2	à long terme	66 214	45 707	20 507
3.2.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.4	Autres secteurs	17 179	0	17 179
3.2.2.4.0.1	à court terme	17 171	0	17 171
3.2.2.4.0.2	à long terme	8	0	8
3.2.2.4.1	Autres sociétés financières	17 171	0	17 171
3.2.2.4.1.1	à court terme	17 171	0	17 171
3.2.2.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8	0	8
3.2.2.4.2.1	à court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	à long terme	8	0	8
3.3	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	Autres investissements	-38 556	332 073	-370 629
3.4.1	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	53 389	22 337	31 052
3.4.2.1	Banque centrale	0	-5 201	5 201

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.2.1.1	à court terme	0	-5 201	5 201
3.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	792	27 538	-26 746
3.4.2.2.0.1	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	à court terme	792	27 538	-26 746
3.4.2.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.2.4	Autres secteurs	52 597	0	52 597
3.4.2.4.0.1	à court terme	73 186	0	73 186
3.4.2.4.0.2	à long terme	-20 589	0	-20 589
3.4.2.4.1	Autres sociétés financières	73 085	0	73 085
3.4.2.4.1.1	à court terme	72 829	0	72 829
3.4.2.4.1.2	à long terme	256	0	256
3.4.2.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-20 488	0	-20 488
3.4.2.4.2.1	à court terme	357	0	357
3.4.2.4.2.2	à long terme	-20 845	0	-20 845
3.4.3	Prêts	10 514	21 435	-10 921
3.4.3.1	Banque centrale	0	6 693	-6 693
3.4.3.1.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	6 693	-6 693
3.4.3.1.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	10 514	1 804	8 710
3.4.3.2.1	à court terme	7 173	-680	7 853
3.4.3.2.2	à long terme	3 341	2 484	857
3.4.3.3	Administrations publiques	0	20 312	-20 312
3.4.3.3.1	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	Autres à long terme	0	20 312	-20 312
3.4.3.4	Autres secteurs	0	-7 374	7 374
3.4.3.4.0.1	à court terme	0	-6 713	6 713
3.4.3.4.0.2	à long terme	0	-661	661
3.4.3.4.1	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-7 374	7 374
3.4.3.4.2.1	à court terme	0	-6 713	6 713
3.4.3.4.2.2	à long terme	0	-661	661

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.4	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	482	0	482
3.4.4.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	Autres secteurs	482	0	482
3.4.4.4.1	Autres sociétés financières	482	0	482
3.4.4.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	Crédits commerciaux et avances	-102 954	114 348	-217 302
3.4.5.1	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4	Autres secteurs	-102 954	114 348	-217 302
3.4.5.4.0.1	à court terme	-37 834	-9 169	-28 665
3.4.5.4.0.2	à long terme	-65 120	123 517	-188 637
3.4.5.4.1	Autres sociétés financières	192	0	192
3.4.5.4.1.1	à court terme	192	0	192
3.4.5.4.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-103 146	114 348	-217 494
3.4.5.4.2.1	à court terme	-38 026	-9 169	-28 857
3.4.5.4.2.2	à long terme	-65 120	123 517	-188 637
3.4.6	Autres comptes à recevoir/ à payer	13	173 953	-173 940
3.4.6.1	Banque centrale	0	33 485	-33 485
3.4.6.1.1	à court terme	0	33 485	-33 485
3.4.6.1.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.2	établissements de dépôts autres que la banque centrale	-61	133	-194
3.4.6.2.1	à court terme	-61	133	-194

Poste	Libellés	Crédit	Débit	Solde
3.4.6.2.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.3	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	à court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	à long terme	0	0	0
3.4.6.4	Autres secteurs	74	140 335	-140 261
3.4.6.4.0.1	à court terme	76	312	-236
3.4.6.4.0.2	à long terme	-2	140 023	-140 025
3.4.6.4.1	Autres sociétés financières	57	138 719	-138 662
3.4.6.4.1.1	à court terme	57	-892	949
3.4.6.4.1.2	à long terme	0	139 611	-139 611
3.4.6.4.2	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17	1 616	-1 599
3.4.6.4.2.1	à court terme	19	1 204	-1 185
3.4.6.4.2.2	à long terme	-2	412	-414
3.4.7	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	Avoirs de réserve	43 524	0	43 524
3.5.1	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	Droits de tirage spéciaux	-37	0	-37
3.5.3	Position de réserve au FMI	3 322	0	3 322
3.5.4	Autres avoirs de réserve	40 239	0	40 239
3.5.4.1	Monnaie fiduciaire et dépôts	40 239	0	40 239
3.5.4.1.1	Créances sur les autorités monétaires	-4 323	0	-4 323
3.5.4.1.2	Créances sur d'autres entités	44 562	0	44 562
3.5.4.2	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	à court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	à long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	Autres créances	0	0	0
6	Erreurs et omissions nettes	-574 917	-572 975	-1 942

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

Poste		Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 145 815	1 288 181	-142 366
1.A	Biens et services	796 303	1 176 527	-380 225
1.A.a	Biens	556 240	953 081	-396 841
1.A.a.1	Marchandises générales	540 388	939 734	-399 346
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	138 954	0	138 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	154	0	154
1.A.a.3	Or non monétaire	15 698	13 347	2 351
1.A.b	Services	240 063	223 446	16 617
1.A.b.3	Transport	112 281	133 156	-20 875
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	28 097	117 451	-89 354
1.A.b.4	Voyage	46 123	27 112	19 012
1.A.b.0	Autres services	81 658	63 178	18 480
1.B	Revenus primaires	184 712	74 511	110 202
1.B.1	Revenus des salariés	19 055	9 353	9 702
1.B.2	Revenus des investissements	157 432	65 158	92 274
1.B.3	Autres revenus primaires	8 225	0	8 225
1.C	Revenus secondaires	164 801	37 143	127 657
1.C.1	Administrations publiques	41 088	0	41 088
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	41 088	0	41 088
1.C.2	Autres secteurs	123 713	37 143	86 569
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	96 143	34 170	61 973
2	Compte de capital	130 752	291	130 461
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	291	-291
2.2	Transfert en capital	130 752	0	130 752
2.2.1	Administrations publiques	48 148	0	48 148
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	82 604	0	82 604
3	Compte financier	701 650	715 497	-13 847
3.1	Investissements directs	596 398	343 404	252 994
3.2	Investissements de portefeuille	100 284	40 020	60 264
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-38 556	332 073	-370 629
3.5	Avoirs de réserves	43 524	0	43 524
6	Erreurs et omissions nettes	-574 917	-572 975	-1 942

Source : BCEAO

Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

Poste		Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 145 815	1 288 181	-142 366
1.A	Biens et services	796 303	1 176 527	-380 225
1.A.a	Biens	556 240	953 081	-396 841
1.A.a.1	Marchandises générales	540 388	939 734	-399 346
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	138 954	0	138 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	154	0	154
1.A.a.3	Or non monétaire	15 698	13 347	2 351
1.A.b	Services	240 063	223 446	16 617
1.A.b.3	Transport	112 281	133 156	-20 875
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	28 097	117 451	-89 354
1.A.b.4	Voyage	46 123	27 112	19 012
1.A.b.0	Autres services	81 658	63 178	18 480
1.B	Revenus primaires	184 712	74 511	110 202
1.B.1	Revenus des salariés	19 055	9 353	9 702
1.B.2	Revenus des investissements	157 432	65 158	92 274
1.B.3	Autres revenus primaires	8 225	0	8 225
1.C	Revenus secondaires	164 801	37 143	127 657
1.C.1	Administrations publiques	41 088	0	41 088
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	41 088	0	41 088
1.C.2	Autres secteurs	123 713	37 143	86 569
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	96 143	34 170	61 973
2	Compte de capital	130 752	291	130 461
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	291	-291
2.2	Transfert en capital	130 752	0	130 752
2.2.1	Administrations publiques	48 148	0	48 148
2.2.1.1	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	82 604	0	82 604
3	Compte financier	563 776	611 039	-47 263
3.1	Investissements directs	596 398	343 404	252 994
3.2	Investissements de portefeuille	17 179	14	17 165
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	-49 801	267 621	-317 422
3.4.0.3	Administration publique	0	20 312	-20 312
3.4.0.4	Autres secteurs	-49 801	247 309	-297 110
6	Erreurs et omissions nettes	-574 917	-572 975	-1 942
7	Solde global	137 874	104 458	33 416
8	Avoirs et engagements extérieurs	-137 874	-104 458	-33 416
8.1	Banque centrale	-43 524	-34 977	-8 547
8.2	Autres institutions de dépôts	-94 350	-69 481	-24 869

Source : BCEAO

Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2007	2008	2009	2010	2011
1	Compte des transactions courantes	-103 407	-99 397	-83 421	-98 911	-142 366
1.A	Biens et services	-222 630	-237 665	-232 933	-263 476	-380 225
1.A.a	Biens	-189 350	-203 594	-194 607	-222 001	-396 841
1.A.a.1	Marchandises générales	-189 350	-203 594	-194 607	-223 850	-399 346
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	45 535	96 965	92 813	112 515	138 954
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0	0	154
1.A.a.3	Or non monétaire	0	0	0	1 849	2 351
1.A.b	Services	-33 280	-34 071	-38 326	-41 475	16 617
1.A.b.3	Transport	-52 764	-64 472	-67 216	-57 354	-20 875
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-62 417	-71 672	-72 732	-77 458	-89 354
1.A.b.4	Voyage	8 364	9 183	10 094	9 697	19 012
1.A.b.0	Autres services	11 120	21 218	18 796	6 182	18 480
1.B	Revenus primaires	-14 492	-6 750	-8 991	-11 624	110 202
1.B.1	Revenus des salariés	15 012	15 257	15 409	13 238	9 702
1.B.2	Revenus des investissements	-29 504	-22 007	-24 400	-24 862	92 274
1.B.3	Autres revenus primaires					8 225
1.C	Revenus secondaires	133 715	145 018	158 503	176 189	127 657
1.C.1	Administrations publiques	16 530	22 581	38 335	49 805	41 088
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>					41 088
1.C.2	Autres secteurs	117 185	122 437	120 168	126 384	86 569
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	98 715	109 874	108 543	122 373	61 973
2	Compte de capital	35 188	293 664	63 821	687 480	130 461
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	0	0	0	0	-291
2.2	Transfert en capital	35 188	293 664	63 821	687 480	130 752
2.2.1	Administrations publiques	17 579	275 459	48 745	678 916	48 148
	<i>Remises de dettes</i>	9 500	245 230	0	642 456	0
2.2.2	Autres secteurs	17 609	18 205	15 076	8 564	82 604
3	Compte financier	-61 361	165 995	-22 042	557 460	-47 263
3.1	Investissements directs	-23 899	-17 832	-5 248	-24 091	252 994
3.2	Investissements de portefeuille	-2 460	-11 821	16 448	3 849	17 165
3.3	Dérivés financiers	46	0	-46	0	0
3.4	Autres investissements	-35 048	195 648	-33 196	577 702	-317 422
3.4.0.3	Administration publique	741	257 022	12 537	606 804	-20 312
3.4.0.4	Autres secteurs	-35 789	-61 374	-45 733	-29 102	-297 110
6	Erreurs et omissions nettes	7 360	8 686	2 602	5 394	-1 942
7	Solde global	502	36 958	5 044	36 503	33 416
8	Avoirs et engagements extérieurs	-502	-36 958	-5 044	-36 503	-33 416
8.1	Banque centrale	-9 320	-26 847	26 792	-36 204	-8 547
8.2	Autres institutions de dépôts	8 818	-10 111	-31 836	-299	-24 869

Source : BCEAO

Annexe 7 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011
EUROPE	28 184	21 111	108 522	39 828
UNION EUROPEENNE	26 765	18 419	103 078	26 482
ZONE EURO	24 949	17 836	96 698	21 942
Allemagne	1 246	1 004	2 562	1 749
Belgique	943	2 242	9 636	2 209
Espagne	444	493	14 529	155
France	17 697	8 923	23 983	14 058
Irlande	9	10	2 101	12
Italie	1 251	650	2 260	1 589
Pays-Bas	2 984	3 454	29 320	1 692
Autres pays de la zone Euro	374	1 060	12 308	478
AUTRES PAYS DE L'UE	1 815	583	6 380	4 540
Danemark	82	20	4 375	275
Pologne	1 303	337	653	2 930
Royaume-Uni	206	173	1 202	1 314
Autres	225	53	150	21
AUTRES PAYS D'EUROPE	1 420	2 692	5 444	13 346
Norvège	367	420	362	1 191
Russie	0	0	686	0
Suisse	485	2 135	1 323	12 155
Ukraine	292	7	2 999	0
Autres	275	129	74	0
AFRIQUE	243 227	265 120	127 569	292 251
UEMOA	132 050	144 595	79 091	169 669
Bénin	34 715	46 596	18 816	47 785
Burkina	40 924	44 620	16 942	46 590
Côte d'Ivoire	9 369	11 385	12 953	24 242
Guinée-Bissau	89	5	7	102
Mali	12 374	12 267	4 743	12 004
Niger	27 292	25 973	23 062	35 414
Sénégal	7 287	3 750	2 569	3 532
CEDEAO (hors UEMOA)	69 173	91 372	25 887	86 285
Ghana	18 616	55 139	22 484	48 951
Guinée	1 800	1 408	23	799
Nigeria	48 371	34 040	3 350	35 719
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	386	785	30	816
CEMAC	20 603	25 351	5 504	31 189
Cameroun	738	1 072	2 820	2 492
Congo (Brazzaville)	3 873	1 462	353	1 349
Gabon	11 940	17 790	1 551	22 132
Guinée Equatoriale	2 399	864	98	2 498
République Centrafricaine	163	71	0	249
Tchad	1 490	4 092	681	2 469
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	21 402	3 802	17 088	5 108
Afrique du Sud	17 449	137	10 633	24
Angola	525	402	178	1 104
Maroc	1 563	795	1 962	1 567
République Démocratique du Congo (Ex-Zaïre)	1 249	1 891	319	1 027
Tunisie	54	35	3 980	507
Autres	563	542	14	879
AMÉRIQUE	6 842	636	12 459	3 484
Brésil	5 284	228	2 347	2 362
Canada	89	58	10	208
USA	914	184	9 578	354
Autres pays d'Amérique	555	166	524	560
ASIE	32 368	61 325	78 017	41 034
Chine	5 088	1 990	31 772	2 893
Inde	10 599	44 252	12 507	12 606
Indonésie	3 524	2 641	4 417	3 652
Liban	103	341	295	3 336
Malaisie	1 139	1 211	6 910	2 279
Pakistan	2 794	15	771	1 699
Taiwan	1 452	923	2 774	3 744
Turquie	3	0	3 724	6
Vietnam	1 621	2 571	5 215	8 468
Autres pays d'Asie	6 045	7 381	9 633	2 351
TOTAL	310 622	348 192	326 567	376 596

Source : BCEAO

Annexe 8 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GÉOGRAPHIQUES	2008	2009	2010	2011
EUROPE	188 807	210 494	208 006	372 549
UNION EUROPÉENNE	177 469	204 144	199 436	270 746
ZONE EURO	157 318	192 658	187 528	240 568
Allemagne	4 762	16 538	12 335	23 463
Belgique	11 683	16 735	53 010	34 223
Espagne	11 584	6 510	6 301	19 744
France	50 757	50 113	63 012	76 696
Italie	6 356	5 831	10 337	10 989
Pays-Bas	61 908	46 953	25 362	47 018
Autres pays de la zone Euro	10 269	49 979	17 170	28 437
AUTRES PAYS DE L'UE	20 150	11 486	11 908	30 178
Danemark	1 269	2 510	1 617	7 286
Royaume-Uni	6 497	4 367	4 202	12 010
Suède	164	3 547	1 656	2 482
Autres	12 221	1 062	4 433	8 400
AUTRES PAYS D'EUROPE	11 339	6 351	8 570	101 802
Islande	19	0	207	11 185
Norvège	2 838	3 841	3 344	64 469
Russie	1 502	1 066	83	12 470
Suisse	330	693	1 352	1 631
Ukraine	5 949	553	3 478	11 418
Autres	701	198	106	630
AFRIQUE	107 080	73 366	77 138	114 834
UEMOA	55 902	26 508	30 765	40 130
Bénin	4 431	1 522	2 313	3 765
Burkina	541	301	1 102	668
Côte d'Ivoire	46 755	18 486	19 997	26 154
Guinée-Bissau	1 710	2 779	3 210	4 254
Mali	518	208	24	50
Niger	315	34	13	79
Sénégal	1 632	3 178	4 107	5 161
CEDEAO (hors UEMOA)	22 945	26 671	17 078	29 963
Ghana	12 121	13 828	12 520	19 843
Nigeria	10 239	12 280	4 549	9 193
Autres CEDEAO (hors UEMOA)	585	563	9	927
CEMAC	2 007	834	858	550
Cameroun	1 850	804	846	544
Congo (Brazzaville)	118	15	0	1
Autres CEMAC	39	16	11	5
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	26 225	19 353	28 437	44 191
Afrique du Sud	19 039	10 602	9 221	20 636
Egypte	207	1 801	1 167	2 846
Maroc	911	3 667	4 616	5 525
Mauritanie	864	1 696	4 150	6 304
Mozambique	0	83	6 982	2 832
Seychelles	4 044	330	767	0
Tunisie	938	732	609	1 396
Autres	223	442	925	4 652
AMERIQUE	18 909	30 413	28 201	44 766
Brésil	6 236	17 350	6 463	19 524
Canada	3 151	3 486	3 079	6 019
USA	5 528	5 481	11 785	14 538
Autres pays d'Amérique	3 994	4 096	6 874	4 685
ASIE	109 856	147 504	189 844	298 296
Arabie Saoudite	963	2 630	4 550	8 987
Chine	45 242	71 851	79 693	137 656
Corée du sud	3 021	4 383	6 161	10 453
Emirats arabes unis	1 842	3 362	6 287	16 620
Inde	15 761	8 875	18 141	22 498
Japon	5 810	10 759	13 749	21 295
Liban	4 298	2 659	2 458	2 741
Malaisie	2 321	4 915	8 884	9 006
Thaïlande	13 434	13 615	23 078	22 427
Turquie	725	4 059	5 707	9 993
Autres pays d'Asie	16 438	20 395	21 136	36 621
TOTAL	424 651	461 777	503 189	830 445

Source : BCEAO

Annexe 9 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

Poste		Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 265 931	666 869	1 932 800
1	Investissements directs	538 891	507 614	1 046 505
2	Investissements de portefeuille	56 290	51 697	107 987
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	318 312	62 876	381 188
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	235 527	54 052	289 579
4.3	Prêts	71 088	10 514	81 602
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	243	459	702
4.5	Crédits commerciaux	11 160	-2 203	8 957
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	294	54	348
5	Avoirs de réserves	352 438	44 682	397 120
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	45 144	1 009	46 153
5.3	Position de réserve au FMI	1 495	3 434	4 929
5.4	Autres avoirs de réserve	305 799	40 239	346 038
B	Stocks de passifs financiers	611 769	553 917	1 165 686
1	Investissements directs	137 277	343 783	481 060
2	Investissements de portefeuille	19	14	33
3	Dérivés financiers	16 829	9 976	26 805
4	Autres investissements	457 644	200 144	657 788
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	81 051	23 227	104 278
4.3	Prêts	222 486	16 727	239 213
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.5	Crédits commerciaux	53 912	-12 766	41 146
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	46 695	171 716	218 411
4.7	Droits de tirage spéciaux	53 500	1 240	54 740
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	654 162	112 952	767 114

Source : BCEAO

Annexe 10 : Matrices sur les échanges intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		18 175,7	16 100,5	1 106,0	102 524,6	38 462,9	29 268,7	67 017,4	272 655,8
	Burkina	5 372		16 752	185	24 342	11 882	2 840	3 726	65 098
	Cote d'Ivoire	66 040	201 847		557	115 720	23 396	93 825	85 656	587 041
	Guinée-Bissau	0	0	615		7 077		18 303	0	25 995
	Mali	21 990	43 167	44 799	9 855		6 918	43 064	8 759	178 552
	Niger	13 671	2 904	6 173	268	5 800		4 568	8 975	42 359
	Sénégal	10 398	21 958	36 512	30 648	317 130	6 045		9 802	432 492
	Togo	116 231	60 120	27 044	596	14 444	46 996	5 928		271 360
	UEMOA	233 701	348 172	147 996	43 216	587 038	133 699	197 797	183 935	1 875 553

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		3 563,4	2 110,0	0,0	1 437,5	2 475,1	2 987,0	4 581,4	17 154,4
	Burkina	7 498		1 305	45	3 319	1 233	3 258	6 881	23 538
	cote d'Ivoire	15 725	11 689		0	5 209	1 449	4 658	6 186	44 915
	Guinée-Bissau	0	70	0		821	0	2 255	0	3 146
	Mali	2 217	7 695	4 524	109		2 117	5 577	1 495	23 733
	Niger	1 326	1 697	12 104	0	1 281		4 073	4 264	24 745
	Sénégal	1 996	2 079	1 664	1 109	8 316	1 664		665	17 493
	Togo	7 400	1 268	2 265	0	1 367	975	4 344		17 618
	UEMOA	36 162	28 061	23 971	1 263	21 749	9 912	27 152	24 072	172 342

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 416,6	4 459,9	19,5	3 560,6	2 209,8	3 958,2	10 067,2	25 691,8
	Burkina	255		1 702	70	11 167	1 525	3 046	3 047	20 812
	Cote d'Ivoire	3 423	20 525		194	36 001	7 215	10 452	15 593	93 401
	Guinée-Bissau	125	21	152		3 847	98	2 108	209	6 561
	Mali	370	1 046	7 658	206		1 367	8 001	5 635	24 283
	Niger	1 011	1 615	1 619	431	7 947		1 577	4 220	18 420
	Sénégal	595	1 981	2 985	1 517	16 594	1 505		2 740	27 916
	Togo	793	3 274	2 649	79	2 810	719	3 045		13 369
	UEMOA	6 572	29 879	21 226	2 516	81 926	14 638	32 188	41 511	230 454

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int